

---

**Le Bulletin de l'Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social**


---

**Beijing +5 et Geneva 2000**

L'Assemblée générale des Nations Unies a tenu en juin 2000 deux sessions extraordinaires qui ont été particulièrement importantes pour le développement social. A la première, à New York, elle a évalué les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés par la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995. A la seconde, appelée Geneva 2000, elle a débattu des moyens de promouvoir le Programme d'action du Sommet mondial de 1995 pour le développement social.

A ces deux occasions, l'Institut a organisé des réunions. Le présent numéro des **UNRISD Infos** contient des extraits de discours qui y ont été prononcés et de documents qui y ont été présentés, ainsi que de brefs comptes rendus d'autres conférences organisées par l'Institut au cours des six derniers mois.

**Sommaire . . .**

**A LIRE:** Livres • documents

**INTERNE:** Compte rendu de Geneva 2000  
• Beijing +5 • Atelier du projet InfoTech  
• Le rôle de la société civile • VIH/SIDA et développement • La démocratie dans des économies en voie de mondialisation  
• Atelier N-AERUS • Néolibéralisme et réforme des institutions en Asie orientale

**DANS LE MONDE:** L'UNRISD et l'Expo 2000 • Development and change  
• Autres horizons

**LE DERNIER MOT:** Résultats de la session extraordinaire consacrée au développement social, par John Langmore

## Des progrès aux 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> Siècles Besoins, droits et développement social

**Rodolfo Stavenhagen**

Si cette réunion, destinée à évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre des engagements du Sommet mondial pour le développement social, s'était tenue il y a un siècle, la situation du monde nous serait sans doute apparue sous un jour tout à fait extraordinaire. Certains orateurs auraient pu célébrer une longue période ininterrompue de paix et de prospérité en Europe. D'autres auraient souligné les avancées spectaculaires des sciences et technologies et les perspectives nouvelles de progrès et de bien-être sans précédent qui s'ouvraient pour l'humanité. D'aucuns auraient fait observer que le monde s'était rétréci et que les chemins de fer, les voies maritimes et le télégraphe tissaient des liens entre des personnes très éloignées les unes des autres. Le commerce et l'industrie s'étaient considérablement développés entre les nations, rapprochant les peuples du monde. Grâce aux traités et aux accords qu'avaient su conclure des hommes d'Etat avisés, le risque de voir se répéter les guerres dynastiques ou de conquête d'hier s'éloignait. Le monde, divisé en "sphères d'influence", était parvenu à un équilibre qui allait garantir la stabilité et la paix aux générations futures. L'Europe (comme

maintenant les Etats-Unis) avait assumé sa mission civilisatrice et sa "destinée manifeste" qui était d'apporter la lumière et les bienfaits de la civilisation et du progrès aux "races inférieures" de l'humanité. C'était l'époque de l'impérialisme béat et triomphant. La reine Victoria, Bismarck et Teddy Roosevelt (les Thatcher, Kohl et Reagan de cette époque dorée, toutes proportions gardées) régnaient littéralement sur le monde.

Pourtant, même alors, il y avait des sceptiques et des contestataires. Le capitalisme industriel suscitait l'agitation et le mécontentement de la classe ouvrière qui revendiquait certains droits fondamentaux: des conditions de travail décentes, des salaires minimum, la liberté de s'associer et de s'organiser. Les paysans abandonnaient les villages des campagnes pauvres et reculées pour affluer dans les villes, alors que d'autres fuyaient les famines et la persécution religieuse et politique en traversant les frontières et les océans. Alors qu'une classe moyenne urbaine à peine éclosée affichait son style de vie et ses niveaux de consommation, des masses d'analphabètes, de chômeurs et de crève-la-faim vivaient en marge de

la société bourgeoise. Les femmes réclamaient les mêmes droits que les hommes et les citoyens demandaient une place bien à eux dans les Etats démocratiques naissants. Et, fait plus notable encore, les peuples des empires coloniaux commençaient à se dire qu'il n'était peut-être pas inévitable qu'ils eussent à porter le fardeau de l'homme blanc et préparaient leur longue marche vers la liberté. Durant le demi-siècle précédent, de vrais visionnaires avaient bâti des théories sur les contradictions internes du système capitaliste mondial et prédit qu'une révolution occasionnerait la chute. De fait, des groupes et mouvements révolutionnaires préparaient déjà ce jour.

Un siècle plus tard, ce tableau ne semble-t-il pas familier? Le monde a-t-il vraiment changé autant qu'on voudrait nous le faire croire? Sommes-nous finalement parvenus au terme de l'histoire (ou plutôt l'humanité a-t-elle été stoppée dans son cheminement) ou s'agit-il du calme avant la tempête? Est-ce simplement une coïncidence si le "vingtième Siècle abrégé", comme certains historiens se plaisent à le désigner, commence et se termine à Sarajevo? Ce vingtième Siècle abrégé a été celui des contradictions et des extrêmes. On comprend Yehudi Menuhin lorsqu'il déclare: "Si je devais résumer le vingtième Siècle, je dirais qu'il a suscité les plus grands espoirs jamais conçus par l'humanité et détruit tous les idéaux et illusions". Et pourtant, si nous souscrivions totalement à la dernière partie de la phrase, nous ne serions pas là aujourd'hui.

Si l'on discerne de grandes tendances mondiales, il n'existe pas de consensus général sur ce que pourraient être les priorités en ce début de millénaire. L'économie devrait-elle continuer à croître et à créer des richesses? Faut-il se soucier avant tout de l'environnement? Faut-il mettre fin à "l'explosion démographique"? L'emploi doit-il être en tête de liste? Faut-il d'abord s'at-

tacher à éliminer la pauvreté? Qu'en est-il des droits de l'homme et des libertés fondamentales? La démocratie n'est-elle pas la condition première à réaliser avant de s'attaquer aux autres problèmes? Quelle importance attacher à la convivialité et à la tolérance dans un monde enclin aux conflits et à la violence? Si nous avions une cellule mondiale impartiale, composée de citoyens concernés et bien informés, peut-être aurions-nous pu nous entendre sur un ordre de priorités valable à l'échelle mondiale. Mais comme ce n'est pas le cas, force est de reconnaître que sur notre planète se côtoient des sociétés et des cultures très diverses et que, dans chacune d'elles, s'affrontent des conceptions différentes de ce qui est bien et mal, de la nature des tâches à accomplir et de la manière d'aborder les problèmes.

Même lorsque des priorités ont été définies et approuvées, il n'y a pas encore d'accord sur la manière de procéder ensuite. L'absence de volonté politique ou même simplement l'incompétence et l'indifférence peuvent avoir raison de la meilleure des intentions. Il est regrettable que le développement social et humain (termes étroitement liés quel que soit l'angle sous lequel on se place) soit le parent pauvre des priorités internationales mais il est inexcusable que la notion de développement puisse encore se construire sans référence aux valeurs humaines et aux objectifs sociaux. Je fais naturellement allusion à l'habitude très répandue de confondre le développement avec la croissance économique et de mesurer les résultats économiques avant tout au PNB et à d'autres indicateurs macro-économiques.

Il y a plusieurs décennies, la croissance comme mesure du développement ayant suscité une déception générale, on a beaucoup parlé de la nécessité d'aborder le développement sous l'angle des besoins fondamentaux et d'intéressants ouvrages théoriques ont été

consacrés à ce sujet. Cependant, des universitaires de pays pauvres ont critiqué la notion de besoins fondamentaux, laissant entendre qu'elle servait à enfermer le tiers monde dans une pauvreté perpétuelle tandis que les pays riches avaient toute liberté de suivre la voie de la croissance. Les besoins fondamentaux ont été bientôt remplacés par les besoins humains ou simplement par la notion de besoins et les universitaires ont eu tendance à s'entendre sur le fait que, fondamentaux ou non, tous les êtres humains avaient des besoins matériels, culturels, sociaux et spirituels et que les stratégies et politiques de développement devaient avoir pour but de les satisfaire. Si cette approche du développement—le développement vu sous l'angle des besoins—semble ne plus avoir la faveur des puissants, le débat sur les objectifs généraux des stratégies et politiques de croissance, au-delà du maintien d'un taux de croissance minimal ou de l'augmentation du PNB national, n'a rien perdu de sa vivacité.

A l'ère des transactions mondiales, des mégafusions et des macrostratégies, il est peut-être nécessaire de renverser une fois de plus l'ordre du monde. On ne soulignera jamais assez qu'il ne faut pas confondre le développement avec la croissance économique. Il peut y avoir une croissance sans développement et, bien que beaucoup se refusent à l'admettre, il peut y avoir aussi un développement sans croissance. Je veux dire par là que la condition des gens situés au plus bas de l'échelle sociale, pour employer la métaphore habituelle, peut s'améliorer même en l'absence de croissance macro-économique.

Mais comment? Il nous faut revenir à certaines idées et valeurs anciennes, curieusement tombées en désuétude depuis quelques décennies. Elles sont toutes simples et bien connues et il est surprenant qu'au début du troisième millénaire nous en débattions de nou-

veau comme si l'histoire des deux derniers siècles ne nous avait rien appris.

*Premièrement, le développement doit servir à satisfaire les besoins des êtres humains, et avant tout ceux des pauvres. En d'autres termes, les besoins doivent être à nouveau pris en compte dans les stratégies de développement, qui doivent être élaborées de manière à y répondre directement: la satisfaction des besoins ne doit pas être conçue comme un effet secondaire ou une retombée tardive mais se situer au centre de la réflexion sur le développement.*

*Deuxièmement, le développement—quelle que soit la définition qu'on lui donne et, si le consensus fait défaut, les définitions abondent—doit être considéré non seulement comme un processus d'accumulation ou de changement, mais plutôt comme un bien collectif, dans la mesure où il répond aux besoins communs de groupes sociaux et culturels spécifiques. Ici, j'entends non seulement la vieille problématique du peuple ou du tiers état mais aussi la question plus épineuse de la relation entre entreprise individuelle ou collective et bien-être du groupe, que ce groupe soit un petit village agricole, une tribu d'autochtones, le quartier d'une ville, une région géographique ou une nation. On ne peut pas réduire le développement à des kilowattheures d'énergie ou à la production d'acier ou de voitures sans tenir compte de leur incidence sur la vie quotidienne des peuples, leur environnement, leur existence, leurs perspectives d'avenir et leur identité comme celles des générations futures.*

*Troisièmement, partons de l'idée que la société, et non l'économie, se fixe ses propres règles et qu'en conséquence ses membres doivent participer, avec leur savoir et leurs convictions, à la conception et à la gestion des institutions destinées à servir le bien commun. L'Etat est, bien sûr, l'une de ces institutions mais ce n'est pas la seule. L'Etat a posé*

un problème au 20<sup>ème</sup> Siècle en ce sens que, pour dire les choses crûment, on ne pouvait ni vivre avec lui, ni s'en passer. Pourrions-nous faire mieux au 21<sup>ème</sup> Siècle?

Je pense qu'il devrait être clair maintenant qu'un développement centré sur les êtres humains suppose non seulement une participation populaire mais aussi des institutions, y compris un Etat, qui placent la personne au centre.

Permettez-moi d'ajouter quelques mots sur ces trois idées toutes simples et pas très originales.

A l'exception des fonctions physiologiques les plus élémentaires (par exemple l'ingestion de nourriture ou le sommeil), tous les besoins sont des constructions sociales, de même que la façon de les satisfaire (y compris l'ingestion de nourriture ou le sommeil) parce que les humains sont des animaux sociaux et culturels. La façon dont les besoins sont formulés, définis, exprimés, assouvis ou subis porte dans toutes les sociétés humaines une empreinte culturelle. Et toutes les sociétés humaines passées et présentes ont institué des mécanismes réglant par une infinité d'us et de coutumes, de normes et de relations la satisfaction ou la non-satisfaction de ces besoins. Lorsque les besoins sont ressentis, exprimés et reconnus mais non satisfaits ou insuffisamment ou mal satisfaits, les êtres humains ont alors la faculté étonnante d'agir pour remédier à cet état de choses. Lorsqu'ils ont faim, certains leur conseillent de travailler plus mais ils peuvent aussi essayer d'émigrer vers des contrées plus vertes, piller un entrepôt ou prendre la Bastille. Lorsqu'ils éprouvent le besoin de participer (besoin très humain en vérité), ils peuvent prendre part à une assemblée, chanter à l'église, aller danser dans une disco, fonder un parti politique, organiser une manifestation ou faire la révolution. Leur réaction dans chaque cas devient une question sociale et culturelle et sou-

vent un drame politique. S'il fallait énumérer les formes sous lesquelles les besoins et leur satisfaction s'insèrent dans le moule socioculturel du lieu et de l'époque, la liste serait longue.

On peut cependant souligner que la plupart des besoins humains ont été érigés à l'époque moderne en droits légitimes auxquels les citoyens peuvent aspirer et que la société dans son ensemble est tenue de respecter et de garantir. Selon Johan Galtung, la majorité des droits énoncés dans les instruments légaux internationaux (la Déclaration universelle, les Pactes internationaux) répondent en fait à des besoins fondamentaux de la personne. Tout au long de l'histoire, les hommes ont lutté—parfois violemment et contre les plus cruels revers—pour obtenir la satisfaction de leurs besoins, depuis les révoltes d'esclaves de l'Antiquité aux initiatives syndicales de la révolution industrielle en passant par les luttes de libération nationale et la chute récente du mur de Berlin. Ces luttes ont transformé les besoins en droits et ceux-ci sont devenus le cadre légitime et juridique de l'action politique et sociale dans les Etats-nations modernes. Nous vivons à une époque de droits où, comme le rappelle Norberto Bobbio, "le fait que le débat actuel sur les droits de l'homme s'élargit et s'intensifie peut être interprété comme un 'signe prophétique' (*signum pronosticum*) du progrès moral de l'humanité, puisqu'il est si général que tous les peuples du monde y sont associés et tellement intense qu'il figure à l'ordre du jour des plus hautes instances judiciaires internationales".

Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, adopté par l'Assemblée générale en 1966, reconnaît "le droit de toute personne à un niveau de vie suffisant pour elle-même et sa famille, y compris une nourriture, un vêtement et un logement suffisants, ainsi qu'à une amélioration constante de ses conditions

d'existence". Il reconnaît aussi le droit fondamental qu'a toute personne d'être à l'abri de la faim et fait aux Etats signataires, l'obligation de prendre des mesures appropriées pour assurer la réalisation de ce droit. Tout cela, chacun le reconnaît, est de l'ordre du général et a suscité de graves débats sur la notion de "suffisance" et sur les mesures spécifiques que les Etats sont tenus de prendre pour s'acquitter de cette obligation. Il est tout à fait évident que sont suggérées ici des stratégies de développement fondées sur un énoncé international des droits de l'homme résultant de la reconnaissance de besoins précis de la personne. La conception du développement qui se dégage ici est ancrée dans le couple droits-besoins humains. Dans quelle mesure la croissance entretenue par le marché relève-t-elle le défi? On sait que le prix du pain sur le marché résulte des lois de l'offre et de la demande mais celles-ci ne font rien pour soulager la famine et la faim. Ne devrait-on pas attendre des stratégies de développement qu'elles apportent une réponse? Et si c'est le cas, comme je le crois, comment devraient-elles être formulées et par qui?

Il est significatif que pendant les années 80 les Etats membres des Nations Unies aient jugé bon d'aborder le développement comme un droit de l'homme. Comme beaucoup de déclarations internationales avant elle, la proclamation de ce nouveau droit n'a pas suscité d'activités débordantes tendant à faire de ce droit une réalité. De plus, les spécialistes des droits de l'homme ne savaient pas très bien comment s'y prendre pour traduire les principes énoncés dans la Déclaration en mesures concrètes et, à ma connaissance, les Etats n'ont pas été nombreux à adapter leurs stratégies nationales de développement pour observer ces principes. Au contraire, il semble que ces stratégies aient été subordonnées à des objectifs généraux de croissance sur le marché mondial en formation.

Le moment n'est-il pas venu de revenir aux principes de la Déclaration des Nations Unies et de tenter d'adapter les stratégies de développement au tout indivisible que constituent les droits de l'homme?

Si le développement durable suppose un investissement dans une croissance future et non pas des réponses rapides aux revendications immédiates, la cruelle expérience du 20ème Siècle nous a appris que miser sur un avenir glorieux mais lointain en remettant à plus tard la satisfaction de besoins fondamentaux, c'était courir à la catastrophe, du point de vue politique comme du point de vue humain. Il est cependant tout aussi dangereux et moralement inadmissible de compter sur la main invisible du marché et de faire fi des besoins et des droits des exclus de la société.

Une "bonne société", c'est naturellement une société dans laquelle les besoins des individus sont équitablement satisfaits et leurs droits respectés. Si les pays du Nord doivent pour cela repenser l'Etat providence, reconstituer le capital humain, offrir des emplois et inscrire dans la loi les aides aux déshérités (à plus forte raison reconsidérer les politiques d'immigration—le tragique accident survenu récemment à Douvres, où l'on a découvert dans une remorque 50 immigrants sans papiers morts asphyxiés, et la chasse à "l'immigrant clandestin" dans le désert de l'Arizona ont montré combien c'était important), le problème au Sud prend de tout autres proportions, gigantesques en fait. L'une des grandes illusions des 20 dernières années a été de croire que les lois du marché réussiraient à tirer de leur marasme les pays les plus pauvres et les populations les plus démunies du globe. Mais il ne s'agit pas seulement de la pauvreté des individus en termes statistiques (combien de personnes vivent en-deçà d'"un seuil de pauvreté" défini arbitrairement) mais plutôt de la

problématique de l'inégalité structurelle et de l'exclusion sociale de groupes entiers.

Il s'ensuit que les politiques de développement conçues pour atténuer la pauvreté, surmonter l'exclusion sociale et réduire des inégalités tenaces doivent être axées sur les besoins et les droits de catégories ou de groupes sociaux spécifiques. Mais les mesures doivent porter sur des domaines où les résultats soient sensibles: activités de production, propriété et maîtrise des moyens de production et des fruits du travail, organisation au lieu de travail, modalités de prise de décision, cadre juridique propre à favoriser une participation autonome, respect des différences culturelles et des identités sociales et, bien sûr, gouvernance démocratique.

La construction d'un avenir socialement porteur doit reposer sur l'idée que c'est en mettant en place à tous les niveaux de la société des institutions participatives que l'on parviendra le mieux à servir la cause des droits de l'homme et à satisfaire les besoins des êtres humains. L'Etat doit apparaître non seulement comme un mécanisme régulateur d'intérêts divers et parfois conflictuels (c'est ainsi que les partisans de la liberté de marché aimeraient le voir) mais aussi comme un instrument aidant la société à acquérir les biens collectifs qu'elle désire et facilitant l'accès de tous ses membres au bien-être. Un tel Etat ne peut s'édifier qu'à partir de la base et ne prospérer qu'en démocratie. Il est comptable à tous les niveaux et lié à diverses autres institutions de la société civile qui, de leur côté, doivent faire contrepoids aux pouvoirs publics.

La démocratisation, la décentralisation, la déréglementation et la "dévolution" sont toutes des notions liées à un Etat socialement responsable. Dans ce sens,

suite page 20

## Mondialisation, inégalité des revenus et tendances de la politique sociale

Jomo K.S.

Les inégalités se creusent dans le monde, nous le savons tous : nombre d'indicateurs inquiétants nous le prouvent. L'une des études les plus récentes à ce sujet émane d'une source plutôt inattendue et c'est pourquoi j'aimerais vous la signaler. L'étude, de Branko Milanovic de la Banque mondiale, est peut-être la première de ce type à se servir de données provenant du monde entier pour essayer d'estimer la répartition des revenus entre 1988 et 1993, époque à laquelle la mondialisation néolibérale s'est nettement accélérée. B. Milanovic constate que les inégalités se sont creusées pendant cette période, à l'intérieur des pays mais surtout entre eux. Le revenu moyen des 5 pour cent les plus riches de la population mondiale, qui était 78 fois plus important que celui des 5 pour cent les plus pauvres en 1988, s'était multiplié par 114 en 1993. Les 5 pour cent les plus pauvres se sont appauvris, tandis que le quintile le plus riche a gagné 12 pour cent en termes réels. C'est plus du double de l'augmentation du revenu mondial moyen. Le 1 pour cent le plus riche des habitants du monde a gagné autant que les 57 pour cent les plus pauvres.

Cette évolution a pour toile de fond les changements de politique des années 80 : les approches du développement économique jusque-là admises sont alors sévèrement remises en cause. Le keynésianisme est spécialement critiqué, tout comme son homologue pour le tiers monde, l'économie du développement. Le socialisme d'Etat traverse une profonde crise qui aboutit à la création de ce que l'on appelle aujourd'hui les économies de transition. Mais surtout, on assiste à cette époque, dans le sillage de la crise de la dette, à la montée du capitalisme financier, qui est à mon avis l'un des principaux défis qui nous soient lancés aujourd'hui.

Il faut attendre les années 90 pour que les premiers excès du néolibéralisme, y compris la mondialisation néolibérale, suscitent une réaction. Les institutions de Bretton Woods commencent à manifester le désir de s'attaquer aux problèmes sociaux. Le Sommet mondial de Copenhague pour le développement social est organisé pour attirer l'attention sur certains des enjeux majeurs du développement social. Et dernièrement, nous avons vu apparaître une école de pensée très influente en Occident, celle de la "troisième voie",

*Pendant la période 1988–1993, les inégalités se sont creusées à l'intérieur des pays, mais surtout entre eux. Le revenu moyen des 5 pour cent les plus riches de la population mondiale, qui était 78 fois plus important que celui des 5 pour cent les plus pauvres en 1988, s'était multiplié par 114 en 1993.*

qui reprend en grande partie la logique du néolibéralisme mais en prônant plus d'intérêt pour le social. Le tour nouveau pris par la réflexion sur le développement social dans certaines régions du tiers monde, en particulier en Amérique latine, fait écho à cette école de pensée.

Malgré tout, je n'hésite pas à affirmer que la tendance à la libéralisation et à la mondialisation ne fléchit guère. La libéralisation du commerce s'est sensiblement intensifiée, ce qui a favorisé une nouvelle dégradation des termes de

l'échange pour les produits de base et les articles manufacturés du Sud. Bien que les premières négociations sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce et l'initiative de l'Organisation de coopération et de développement économiques en faveur d'un Accord multilatéral sur les investissements aient capoté, les efforts tendant à encourager la libéralisation des investissements se poursuivent aussi. Quant à la libéralisation du commerce des services, elle fait l'objet de nombreux travaux, ce qui a une incidence particulière sur ce qui nous intéresse aujourd'hui parce que cela touche à la fois à la libéralisation financière et à la libéralisation du commerce des services dans le domaine social, notamment aux assurances, aux fonds de pension, à la santé et à l'éducation.

En revanche, la libéralisation a reculé dans deux domaines très importants. Premièrement, d'importantes restrictions à la circulation des personnes continuent d'être appliquées, ce qui est manifestement lié aux inégalités croissantes entre pays dans l'économie mondiale actuelle. Deuxièmement, la libéralisation se heurte au renforcement des droits à la propriété intellectuelle, qui limite les transferts de technologie, en augmente le coût (lorsqu'ils ont encore lieu) et consolide encore les monopoles technologiques. Enfin, évolution capitale dans le domaine du commerce, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) a été remplacé par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui est bien autre chose que l'ancienne organisation rebaptisée. La nouvelle organisation est très attachée à l'égalité de traitement alors que le GATT reconnaissait que, le monde étant composé de pays aux capacités différentes, des différences de traitement

étaient parfois nécessaires. De plus, l'OMC prévoit des mécanismes de représailles qui permettent à des pays puissants non seulement d'employer des moyens légaux mais aussi de recourir à d'autres sanctions économiques contre des membres récalcitrants.

Permettez-moi de m'attarder quelque peu sur les répercussions de la libéralisation financière internationale parce que—et j'y ai déjà fait allusion—elles révèlent la montée du capitalisme financier qui a des retombées assez inquiétantes pour nous tous. Contrairement à ce que nous promettaient les partisans de la libéralisation financière internationale, le coût des fonds pour les pays destinataires, en particulièrement ceux du Sud, n'a pas baissé. Il a même probablement augmenté. On avait promis un apport net de fonds des pays riches en capitaux aux pays pauvres en capitaux mais il ne s'est pas produit, si ce n'est temporairement en Asie de l'Est et du Sud-Est au début et au milieu de la décennie 90. Ce mouvement a été inverse vers le milieu de l'année 1997, avec les conséquences désastreuses que l'on sait pour la population de la région. On constate, depuis quelques années, des mouvements importants de capitaux à destination de certaines régions d'Amérique latine mais ces mouvements peuvent s'inverser, eux aussi. La promesse d'une moindre instabilité n'a pas été tenue non plus. Bien que certains des anciens facteurs d'instabilité du système financier international aient été effectivement réduits, ils ont été remplacés par des dérivatifs et d'autres instruments financiers qui présentent leurs propres risques et incertitudes.

La montée du capitalisme financier international soumet les gouvernements de par le monde à d'énormes pressions déflationnistes. Elle restreint considérablement le champ de la politique budgétaire, ce qui a d'importantes répercussions sur les dépenses sociales. La libéralisation financière limite aussi les

possibilités qu'ont les Etats d'appliquer une politique industrielle sélective, si importante dans le passé pour l'industrialisation tardive de l'Asie de l'Est. Elle restreint aussi le champ de manoeuvre du gouvernement en matière de création d'emplois, et dans d'autres types de politique redistributive. Tout cela court, à mon avis, à créer une situation dans laquelle ce n'est pas la croissance que l'on défend, contrairement à ce que

---

*La tendance à la libéralisation et à la mondialisation ne fléchit guère. La libéralisation du commerce s'est sensiblement intensifiée, ce qui a favorisé une nouvelle dégradation des termes de l'échange pour les produits de base et les articles manufacturés du Sud.*

---

prétend le discours néolibéral, mais *un type particulier* de croissance, celle qui favorise le capitalisme financier. C'est une croissance beaucoup plus modérée que celle des années 50 et 60, l'âge d'or de l'après-guerre.

Certains courants de la réflexion sur la politique sociale ont eu aussi des retombées négatives sur le développement. Le ciblage appliqué à l'excès en fait partie. L'UNRISD s'est livré à une critique très sérieuse des hypothèses qui sous-tendent le ciblage, faisant observer que les gouvernements du tiers monde qui se voient vivement encouragés aujourd'hui à cibler les pauvres, en testant leurs moyens de subsistance entre autre, sont ceux-là mêmes auxquels on disait qu'ils étaient incapables de cibler lorsqu'il s'agissait de stratégies économiques telles que la promotion sélective de telle ou telle industrie. Ce n'est pas seulement ironique mais

cela dénote aussi une certaine sélectivité dans la réflexion sur les capacités des gouvernements et des Etats du Sud. Et cette insistance nouvelle sur le ciblage sous-entend quelque chose de plus pernicieux encore, à savoir que l'exclusion sociale inhérente aux modèles de croissance néolibéraux n'est pas à proscrire, mais simplement à atténuer. Réduire l'exclusion, ce n'est pas intégrer et c'est sur l'intégration de tous que nous devrions insister.

Nous devons aussi mettre fin à la dissociation qui est faite dans le débat sur le développement entre l'économie et le social. Les discussions qui ont eu lieu récemment sur des formes plus complètes de développement ne sont pas allées assez loin dans ce sens. Il est nécessaire d'intégrer la politique sociale, d'en faire un élément important de la politique macro-économique. Les inégalités qui existent aujourd'hui ne sont pas supportables à terme, d'un point de vue économique comme d'un point de vue social. Elles sont incompatibles avec les droits fondamentaux de tous.

Jomo K.S. est professeur au Département d'économie appliquée de l'Université de Malaya, Malaisie. Cet article est extrait du discours liminaire qu'il a prononcé à la conférence de l'UNRISD, Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social (29 juin 2000, Genève).

#### Références

- Branko Milanovic, **Income, Inequality and Poverty during the Transition from Planned to Market Economy**, Banque mondiale, ISBN 0-8213-3994-X, 1998.
- Thandika Mkandawire et Virginia Rodríguez, **Globalization and Social Development after Copenhagen: Premises, Promises and Policies**, OPG 10, UNRISD, Genève, juin 2000.



## “J’étais à Genève!”

**Roberto Bissio a prononcé cette allocution  
à l’ouverture du Geneva 2000 Forum le 25 juin 2000.**

Il est possible d’éliminer la pauvreté de la surface de la terre, et elle le sera, comme l’a été l’esclavage. Les pauvres seront délivrés du fardeau de la dette. Les programmes d’ajustement structurel seront réaménagés et les êtres humains placés au centre du développement. Tels sont les engagements que nos gouvernements ont pris en 1995 à Copenhague, lors du Sommet mondial pour le développement social, le plus grand rassemblement de chefs d’Etat jamais organisé. Et ce sont des engagements qui ont vraiment de quoi inspirer. Certes, il y a toujours un certain scepticisme du public devant ce que disent les hommes et femmes politiques, qu’il s’agisse de promesses électorales ou de déclarations internationales comme celles qui émanent du Sommet social. Nous savons qu’en pratique, des accords contraignants tels que ceux auxquels ont abouti les négociations commerciales d’Uruguay, ou les conditions imposées aux pays en développement par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), réduisent fortement le champ de manœuvre politique.

Mais nous croyons que nos dirigeants étaient sincères lorsqu’ils ont pris ces dix engagements en 1995. Depuis lors, un peu partout dans le monde, des organisations de la société civile demandent à leurs gouvernements ce qu’ils font pour honorer leurs engagements et communiquent leurs conclusions. Voilà résumée en quelques mots la mission de Social Watch.

On manifestait aujourd’hui dans les rues de Genève, comme on le faisait à Seattle en décembre dernier, contre une économie mondiale transformée en casino. Mais aujourd’hui, les manifestations n’avaient pas pour but d’empêcher l’Assemblée générale des Nations Unies

de siéger, comme elles l’avaient fait pour la conférence de l’Organisation mondiale du commerce (OMC) à Seattle. Les manifestants aujourd’hui exprimaient des préoccupations et des revendications dans l’espoir qu’il en serait tenu compte.

L’Organisation des Nations Unies est une institution transparente et démocratique, la seule institution mondiale à avoir cette légitimité. Les gens savent que l’ONU n’est pas dominée par quelques gouvernements se réunissant en secret et que ce n’est certainement pas le lieu où l’argent décide des votes. Tous les pays y ont le droit de vote. Même si nous nous battons avec nos gouvernements au niveau national, nous savons qu’ils sont nécessaires. Sans un Etat pour arbitrer les conflits, la guerre civile n’est pas loin. Nous ne sommes citoyens que pour autant qu’il y ait un Etat, si critiques que nous puissions être de ce que font nos représentants une fois en poste.

Quelles sont les conclusions de Social Watch? D’abord et surtout, nous avons le sentiment que les objectifs fixés à Copenhague sont réalisables. Ils ne sont pas inaccessibles. En fait, bon nombre de pays parmi les plus pauvres du monde présentent des indicateurs sociaux en très nette progression. Les violations des droits de l’homme sont moins répandues dans de nombreux pays, il y a moins de gouvernements corrompus (beaucoup ont été chassés par la société civile ces dernières années) et moins de guerres civiles. De tels changements ont des répercussions favorables immédiates sur le développement humain.

Mais nous avons le regret d’annoncer qu’aucun pays du monde n’a atteint tous les objectifs fixés par les conféren-

ces des Nations Unies pour l’an 2000. Quelque 30 pays ont vu leur situation se dégrader depuis 1990 et les progrès, s’il y en a, sont terriblement lents dans la grande majorité des pays.

Social Watch s’emploie à recueillir des données sur les progrès allant vers la réalisation de chacun des objectifs, et ce pour tous les pays, ceux du Nord et du Sud. Les statistiques, nombres réels et objectifs à atteindre, concernant la mortalité maternelle et infantile, l’analphabétisme, la scolarisation des garçons et des filles, les vaccinations et beaucoup d’autres questions sont extrêmement importantes. On peut avoir des discussions passionnées sur la mondialisation et l’existence de “mains invisibles” mais, lorsqu’on a sous les yeux le nombre des enfants qui meurent chaque année, le nombre de ceux que l’on aurait pu sauver avec des politiques adaptées, alors c’est d’action que l’on débat et pas d’idéologie.

Nous avons donc été très heureux lorsque l’Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) nous a invités à contribuer à l’établissement d’un rapport sur les objectifs fixés par la communauté internationale et les moyens de mesurer le chemin parcouru. Le Secrétaire général de l’ONU vient d’annoncer qu’il procéderait demain au lancement de ce rapport qu’il co-signera avec les dirigeants de l’OCDE, de la Banque mondiale et du FMI.

Je dois malheureusement ajouter que beaucoup d’ONG ont déjà vu la version définitive de ce rapport, **Un monde meilleur pour tous**, et qu’il ne nous plaît pas. S’il rend bien compte des progrès accomplis dans les pays en développement vers la réalisation de sept objectifs, il ne rend pas compte du tout des

problèmes sociaux du Nord, oubliant que tous les gouvernements se sont engagés à s'attaquer aux problèmes sociaux dans chaque pays du monde.

En plusieurs occasions, les pays riches se sont engagés à accroître leur aide, à alléger les dettes et à ouvrir leurs marchés aux pays les plus pauvres. Ces engagements n'ont pas été tenus, ce que passe sous silence **Un monde meilleur pour tous**. Le rapport engage les pays en développement à ouvrir leurs marchés aux importations, aux exportations, aux investissements et aux flux financiers et à continuer de privatiser les services sociaux alors que ces recommandations ne reposent sur aucun accord international. Pourquoi ce rapport recommande-t-il d'ouvrir encore les

marchés financiers lorsque les débats à l'Assemblée générale qui commencera demain porteront essentiellement sur les moyens de maîtriser la spéculation financière, peut-être par des mécanismes tels que la taxe Tobin?

La société civile respecte l'Organisation des Nations Unies et veut qu'elle s'attaque aux problèmes de l'économie mondiale. En fait, comme les Etats membres de l'OMC sont incapables de parvenir à un accord et que l'action de la Banque mondiale et du FMI est critiquée par de nombreux économistes, de plus en plus de gens parviennent chaque jour à la conclusion que les Nations Unies doivent jouer un rôle dans la restructuration de l'économie mondiale. Mais l'ONU ne peut pas être

à la fois l'arbitre et l'alliée d'une des équipes. L'OCDE est un club de pays riches et ses membres ont tout pouvoir sur le FMI et la Banque mondiale.

Toutes ces questions qui nous préoccupent seront discutées ici à Genève par l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous avons tous une chance de changer les choses. La vidéo que nous venons de voir nous a rappelé Seattle. Je me souviens que lorsque j'étais adolescent, j'enviais ceux qui pouvaient dire: "J'étais à Woodstock". Ces derniers temps, on est fier de pouvoir dire qu'on était à Seattle. Moi, j'espère sincèrement que, dans une semaine, nous serons tous fiers de dire: "J'étais à Genève!"

Roberto Bissio est le secrétaire de Social Watch.

## Multiculturalisme, universalisme et revendications égalitaires

Anne Phillips

Le féminisme conteste le type de relations qui règne actuellement entre les sexes, partout où elles se caractérisent par la soumission et l'inégalité. Ce faisant, il s'en prend aux coutumes et pratiques des sociétés, ce qui laisse à penser qu'il est attaché à un discours de droits et d'égalité fortement teinté d'universalisme. On ne se tromperait certainement pas si la seule solution de rechange à l'universalisme était le relativisme culturel.

Par relativisme culturel, j'entends l'idée que les normes de justice sont toujours relatives à la société qui les édicte. Cette opinion a le tort de présenter les cultures comme hermétiquement scellées et parfaitement homogènes. Elle ignore la multiplicité des cultures à laquelle toute personne a affaire. Le relativisme culturel laisse aussi entendre qu'il existe entre "nous" et "les autres" une cloison étanche, ce qui est aujourd'hui bien loin de la réalité du monde contemporain. A cela s'ajoute le problème que, vue sous l'angle des rapports sociaux entre hommes et femmes, la "société" qui édicte les normes en usage et les consacre n'est jamais un acteur inoffensif; au contraire, comme la justice sexuelle ne règne nulle part, ce

qui apparaît bon et juste dans une société donnée doit toujours être soumis à un examen rigoureux.

Le relativisme culturel n'est donc pas un allié utile pour le féminisme. Mais les raisons mêmes qui le rendent si peu séduisant ont également posé des problèmes à l'universalisme. Si les féministes ont été sensibles au risque d'ériger des interprétations culturelles en normes incontestées, elles ont été tout aussi sensibles (et à juste titre) à la façon dont ces interprétations culturelles façonnent ce qui est ensuite présenté comme des principes universels de justice et de vérité. Les discours universels de droits et d'égalité ignorent souvent les différences (de classe, de sexe, d'ethnie, etc.). Il y a là manifestement un espace où justice sexuelle et justice culturelle se recoupent.

L'une des critiques de l'universalisme consiste à dire que derrière toutes les différences il perçoit un noyau commun à toute l'humanité. Ce faisant, il tend à confondre égalité et similitude et ignore ainsi les inégalités systémiques du pouvoir. A cela, on objecte que certaines différences existeront toujours, que nous sommes attachées à

beaucoup d'entre elles et tenons à les garder. Les femmes ne veulent pas être acceptées comme égales si c'est à la condition que les autres ne remarquent pas si elles sont de sexe féminin ou masculin; et il en va manifestement de même pour ceux dont la couleur de la peau, par exemple, font appartenir à des groupes minoritaires.

### Tensions entre l'égalité sexuelle et culturelle

La différence sexuelle a presque toujours été associée à l'inégalité: ce qui rend les femmes différentes des hommes est pris comme une marque de leur infériorité. La différence culturelle, elle aussi, évoque encore des images de supériorité et d'infériorité: on dit qu'il y a des cultures plus ou moins "bonnes", plus ou moins "avancées". Le recours à des principes universels comme l'aune à laquelle se mesurent les pratiques et valeurs d'autres cultures semble alors assez suspect.

Le hic, en l'occurrence, c'est que l'un des critères actuellement employé pour différencier les cultures "meilleures", "plus avancées" que les autres, c'est la façon dont elles traitent les femmes: tiennent-elles à confiner les femmes au foyer? les obligent-elles à se voiler pour paraître en



public? etc. Certaines féministes (et j'en suis), ont vu une relation étroite entre le féminisme et le multiculturalisme: nous les considérons comme liés, pas simplement parce qu'ils s'attaquent aux questions à la fois d'inégalité et d'oppression mais, plus profondément, parce que les types d'oppression qu'ils combattent sont de même structure. Dans les deux cas, l'incapacité de reconnaître les êtres humains comme égaux semble être liée à l'incapacité à accepter la différence. On part de l'idée que ceux qui portent la marque de la différence (et ce sont toujours ceux qui sont en marge qui portent cette marque) devraient se conformer aux autres pour être accueillis comme membres à part entière de leur société. De ce postulat découle une forte coïncidence entre les préoccupations d'égalité sexuelle et culturelle mais il annonce aussi certaines tensions.

En énonçant les conditions de la citoyenneté multiculturelle, Will Kymlicka explique que les arguments en faveur de droits culturels pour les minorités cadrent parfaitement avec l'universalisme, aussi longtemps que celui-ci est conçu sur un modèle assez faible. Il fait observer notamment qu'il faut distinguer les "protections externes", qui peuvent se révéler nécessaires pour garantir les droits des cultures minoritaires, des "restrictions internes" qui imposent aux membres d'un groupe des contraintes illégitimes. Dans cette conception de l'harmonie multiculturelle, les groupes ne devraient pas être autorisés à exercer entre leurs membres des discriminations fondées sur le sexe, la race ou la préférence sexuelle.

Cela semblerait, à première vue, désamorcer toutes les tensions entre l'égalité sexuelle et l'égalité culturelle. Pourtant, examiné de plus près, l'argument de Will Kymlicka satisfait moins. Premièrement, il n'est pas toujours facile de distinguer les "protections externes" légitimes des "restrictions internes" illégitimes. L'une des premières préoccupations identitaires d'un groupe par rapport aux autres ou à l'Etat est de garder la faculté de décider qui sont ses membres. Ce pouvoir passe essentiellement par le droit familial qui peut com-

porter de sérieuses atteintes aux droits des femmes. Dans bien des cas, les critères d'appartenance à un groupe donné ont été discriminatoires dans les faits. Il n'est pas toujours possible de tracer une ligne entre les droits externes du groupe et les droits internes de ses membres, et les premiers peuvent être souvent en conflit avec les seconds.

Un autre problème se pose lorsque Will Kymlicka envisage les conditions dans lesquelles l'Etat peut raisonnablement prendre des mesures contre la discrimination exercée à l'intérieur d'un groupe culturel. "A l'évidence", écrit-il, "l'intervention est justifiée dans le cas de violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme, telles que l'esclavage, le génocide, les tortures et les expulsions massives". Cela laisse encore au débat un champ très large. Will Kymlicka ajoute que s'il y a consensus dans la communauté sur la légitimité d'une restriction de droits individuels, il n'est peut-être pas approprié que le gouvernement intervienne. Les protections théoriques dont pourraient bénéficier les femmes sont ainsi balayées, chassées par la crainte que l'Etat n'exerce une contrainte sur le groupe, et il semble que seules des "violations flagrantes et systématiques" justifient une action de l'Etat. Une grande partie des discriminations exercées à l'encontre des femmes ne remplissent pas cette condition, étant de nature plus voilée, "privée" et indirecte.

C'est dans ce contexte que Susan Moller Okin se pose la question suivante: le multiculturalisme est-il mauvais pour les femmes? L'aspect du multiculturalisme qui la préoccupe le plus, c'est l'idée (associée à Will Kymlicka) que, la garantie des droits individuels de leurs membres ne suffisant pas à protéger les cultures ou modes de vie des minorités, celles-ci devraient l'être de surcroît par des droits ou privilèges spéciaux aux groupes. Citons à titre d'exemples la décision prise par le gouvernement français dans les années 80 d'étendre la notion normale de "conjoint" pour permettre à des hommes immigrés de faire venir leurs nombreuses épouses dans le pays; ou la reconnaissance du droit

coutumier (religieux) dans des pays comme l'Inde, où l'on a tellement redouté les retombées politiques que pourrait avoir l'application d'une législation identique aux musulmans et aux hindous qu'on a laissé les autorités religieuses contrôler de nombreux secteurs du droit de la famille.

Dans ces cas, la sensibilité aux différences ethniques ou religieuses a amené à modifier des règles et des règlements qui, sinon, auraient été d'application universelle. Dans beaucoup de cas, les exemptions permettent une plus grande inégalité entre femmes et hommes.

### Egaliser le pouvoir des femmes

Ni les cultures ni les principes ne devraient être considérés comme statiques et, si nous devons inlassablement affirmer la valeur de l'équité, y compris de l'égalité sexuelle, nous devons reconnaître que cela laisse une large place à l'interprétation et débouche souvent sur des revendications égalitaires antagoniques. Ce qu'il faut souligner ici, c'est l'importance du dialogue dans l'établissement des principes de la justice sexuelle et l'importance de la "présence politique" lorsqu'il s'agit de résoudre les tensions entre la justice sexuelle et les droits multiculturels. Là où les femmes sont exclues des assemblées et des instances de prise de décision (ou y sont simplement très insuffisamment représentées)—et cela vaut *a fortiori* pour toute "communauté" ou "culture"—l'universalisme présumé des principes édictés est sujet à caution.

Anne Phillips est professeur de théorie féministe et directrice du Gender Institute de la London School of Economics. Cet article est tiré d'une étude qu'elle a rédigée pour l'atelier de l'UNRISD, "Justice, développement et droits pour les femmes: Comment donner un fondement à leurs droits dans un environnement défavorable" (voir l'article page 16).

### Références

- Will Kymlicka, *Multicultural Citizenship*, Oxford University Press, 1995.
- Susan Moller Okin, "Feminism and multiculturalism: Some tensions", *Ethics*, 108(4), pp. 661–684.

## Pour que la représentation électorale compte: Le renforcement des électorats féminins en Afrique en Sud

Shireen Hassim

Lorsque l'Afrique du Sud est devenue un Etat démocratique en 1994, l'idée d'élections et de citoyens, acteurs de ces élections, était étrangère à la plupart de ceux et celles qui y ont participé. L'idée d'électorats que les partis politiques auraient pu gagner par leur position sur des questions politiques concrètes l'était tout autant. Lors des deux élections (celles de 1994 et de 1999), la contribution des organisations féminines au débat électoral a essentiellement consisté à plaider pour que les femmes soient plus nombreuses à accéder aux fonctions électives et pour que les "préoccupations des femmes" soient plus présentes dans le débat politique national. Lors des élections de 1999, cependant, le débat sur la représentation et la participation électorale a porté moins sur le nombre que sur la nature ou la *qualité* de la représentation et les questions de responsabilité. Cette évolution est le signe que les femmes ont mûri dans leur politique électorale et sont en train de former un électorat propre.

### Action féministe collective: des électorats souhaitables

Bien que les femmes aient lutté collectivement contre l'apartheid, ni les organisations féminines ni les écrivains féministes d'Afrique du Sud n'ont prétendu que les femmes constituaient un électorat politique homogène. Au contraire, la notion de différence a tenu une place centrale dans le discours des femmes politiques des années 90: différences de race, d'âge, de lieu et d'ethnie. Les angles sous lesquels les femmes peuvent être considérées comme un groupe cohérent pour des besoins politiques et électoraux font cependant l'objet d'un vaste débat parmi les féministes.

Le fait de réclamer une plus large représentation, au sens le plus général, ne préjuge pas de la manière dont les représentantes s'attaqueront aux inégalités sexuelles lorsqu'elles siégeront à l'assemblée législative. Il s'agit davantage d'accéder aux instan-

ces publiques de prise de décisions afin que les intérêts *divers* des femmes puissent être débattus et faire l'objet de décisions. Sans une large représentation, il y a en effet peu de chances que la complexité des inégalités entre hommes et femmes puisse être pleinement prise en compte dans l'élaboration des politiques. Le vaste débat suscité par les quotas de 1994 a eu le grand mérite d'amener la plupart des partis politiques d'Afrique du Sud à admettre publiquement la nécessité d'une plus large représentation des femmes.

Divers arguments (justice, différences de valeurs et d'intérêts) militent en faveur de mécanismes positifs qui accroissent la représentation politique des femmes comme groupe. Tous reposent sur l'idée que la présence des femmes dans les assemblées législatives en nombre proportionnel est une condition nécessaire, mais non suffisante, de la sensibilisation aux inégalités entre hommes et femmes. A un niveau plus général et pragmatique, l'argument revient à dire que plus les femmes sont nombreuses en politique, plus on a de chances de voir soulever les questions des inégalités entre hommes et femmes et prendre des mesures politiques pour les corriger. C'est en effet la stratégie du "tir dispersé": on admet que la simple présence de femmes ne garantit pas forcément la représentation des intérêts féminins mais on estime qu'elle augmente les chances de voir les politiques s'attaquer à ces inégalités. Certaines des élues n'auront peut-être ni les moyens ni l'envie de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes, mais l'effet cumulatif de leur présence finira par se faire sentir au parlement.

Les militantes féministes sud-africaines se sont servies de la disposition constitutionnelle qui consacre officiellement l'égalité pour ériger en problème la représentation insuffisante des femmes au parlement. Cependant, les féministes ne sont pas

d'accord entre elles sur les moyens de corriger cet état de choses et sont très divisées sur l'usage des quotas. L'argument graduel (la représentation des femmes s'améliorera à mesure qu'elles acquerront leur autonomie sociale et économique) est amplement développé par le Parti démocrate (DP) mais également repris par le Nouveau parti national (NNP) et le Parti de la liberté Inkatha. Les militantes de l'ANC ont fait valoir la nécessité d'intervenir pour corriger le préjugé systématique et institutionnel à l'encontre des femmes comme acteurs politiques. La Ligue des femmes de l'ANC a exigé l'adoption d'un quota pour les femmes sur les listes électorales du parti et a obtenu gain de cause. Nombreuses sont les femmes qui ont pu accéder au parlement grâce au quota de 30 pour cent adopté par l'ANC pour les élections de 1994 et de 1999.

### Représentation: résultats des élections

L'expérience a montré que la proportion des femmes élues était étroitement liée au système électoral en vigueur. Celui qui a été appliqué lors des élections de 1994 et de 1999 a été celui de la représentation proportionnelle avec listes de parti. L'intérêt principal de ce système est de permettre à des chefs de parti progressistes de vaincre la réticence traditionnelle à élire des femmes. Ce système a favorisé l'usage de quotas pour assurer la représentation des femmes au parlement, bien que seul l'ANC ait fixé des quotas lors des deux élections. Néanmoins, de l'avis général, il a influencé d'autres partis politiques et a eu pour effet de faire élire les femmes en assez grand nombre lors des élections législatives de 1994. Les résultats ont été analogues lors des élections de 1999, et même supérieurs grâce à la forte majorité de voix remportées par l'ANC. Le pourcentage élevé des femmes siégeant au parlement sud-africain la place au septième rang mondial pour la représentation féminine. Ce degré de représentation a eu des effets très sensibles sur l'impor-

tance accordée aux questions d'inégalités entre les sexes pendant la première législature démocratique. Celle-ci a par exemple à son actif trois lois ambitieuses mais très controversées.

#### Constitution d'un électorat—politique interne

Si elles ont réussi à faire de la représentation des femmes une préoccupation commune à plusieurs partis, les organisations féminines ont aussi amené la majorité des partis politiques à se prononcer pour l'égalité des sexes dans leurs manifestes électoraux. Ces engagements étaient cependant rhétoriques pour la plupart, car ils n'entraient guère dans le détail de l'action politique à mener. La réaction des organisations féminines a été d'exiger davantage des partis lors des rassemblements publics et de réclamer un programme politique plus détaillé. L'attitude qu'elles ont adoptée dans le débat sur l'opportunité d'offrir un traitement contre le VIH/SIDA aux rescapées de viols est exemplaire à cet égard.

Les campagnes nationales visaient à améliorer la représentation féminine et à amener les électrices à prendre en considération, dans leur vote, la position des partis sur les questions d'inégalités entre les sexes. Comme on pouvait s'y attendre, le souci soudain de la *qualité* de la représentation féminine et de la responsabilité devant leurs intérêts a amené les femmes des partis politiques à entrer en lice sur l'action politique à mener. Bien que les militantes de tous les partis aient été unies sur la nécessité de maintenir la pression pour obtenir une meilleure représentation politique, on prenait bien soin, dans les instances féminines, de réaffirmer les limites des intérêts communs. Sous l'action collective couvaient le mécontentement, suscité par le pouvoir relatif dont jouissaient certaines organisations féminines par rapport à d'autres, et la méfiance à l'égard de certains partis politiques, soupçonnés de ne pas être prêts à épouser les causes du mouvement féminin. Au parlement, les tensions entre le DP, l'ANC et le NNP ont eu raison des tentatives faites initialement pour donner aux femmes parlementaires

une tribune multipartite telle que le Groupe des femmes parlementaires.

Les femmes ne constituent pas un électorat homogène. Même là où les femmes parlementaires souscrivent aux grands principes de l'égalité sexuelle, les définitions qu'elles en donnent, leurs stratégies pour parvenir à l'égalité et les femmes qu'elles représentent peuvent être extrêmement différentes. Il est révélateur que l'âme de la réforme législative destinée à supprimer les discriminations fondées sur le sexe ait été le comité électoral des femmes de l'ANC et non pas l'instance multipartite où le poids accordé à l'égalité entre les sexes différait manifestement selon les partis politiques. Une adhésion générale à l'égalité des sexes ne peut pas venir à bout des divergences idéologiques entre partis.

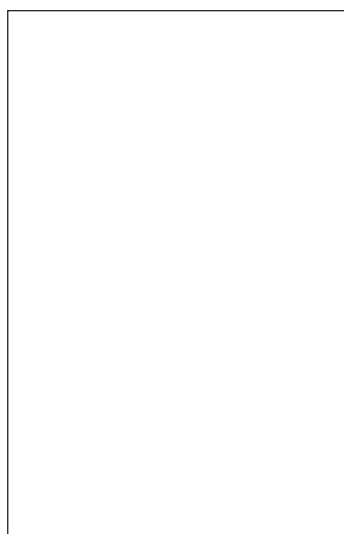
Aux élections de 1999, les organisations féminines ont été beaucoup plus sceptiques quant à la capacité des femmes parlementaires de représenter les intérêts de leurs consœurs plutôt que leur parti ou même leurs intérêts politiques personnels. La question de la responsabilité s'est posée avec force dans de nombreuses réunions électorales. Bien que la responsabilité reste une notion vague dans la politique féminine (responsabilité devant leur parti? devant les femmes du parti? devant toutes les femmes?), le débat sud-africain a porté sur des aspects à la fois formels de la responsabilité (devant les partis politiques) et moraux (loyauté envers la cause de l'égalité des sexes). Dans les deux cas, le regroupement des électorats féminins est d'une importance vitale.

Pour garantir la responsabilité publique des élues, les femmes des partis politiques doivent améliorer sensiblement leur organisation, pour que les femmes parlementaires fassent oeuvre utile dans le domaine législatif et soient tenues par des mécanismes internes à rendre compte aux autres femmes du parti et pas seulement à ses dirigeants. Sans section féminine active dans les partis, les femmes parlementaires peuvent être laissées à la dérive, sans orientation politique précise sur

l'action à mener. La première tâche des femmes parlementaires devrait être de définir les domaines où une intervention au niveau de la législation s'impose, de soutenir les femmes de leur parti et de leur faire rapport: de *représenter* un électorat, et non pas de le constituer. L'incapacité à distinguer ces tâches l'une de l'autre a créé des tensions entre les femmes des partis politiques et les organisations féminines de la société civile.

Le mouvement féminin attend aussi des élues une responsabilité morale. Les premières femmes parlementaires étaient très conscientes de cette responsabilité, leur élection étant présentée comme le fruit de luttes collectives. Bien que la tâche de pionnières ne soit guère aisée, nombre d'entre elles se sont données beaucoup de peine pour consulter la société civile, lui transmettre des informations et élaborer des stratégies avec elle. Cependant, avec la démobilisation relative du mouvement féminin depuis 1994, les listes de parti compteront moins de femmes associées étroitement et de longue date aux organisations féminines. Sans une pression morale et politique extérieure au parlement, il y a toujours le risque que les femmes parlementaires soient incapables de représenter de manière satisfaisante les divers intérêts des femmes (ou soient de plus en plus réticentes à le faire).

Shireen Hassim est chargée de cours en études politiques à l'Université de Witwatersrand. Elle est membre du Groupe de référence pour les questions de parité et les élections, coordonné par l'Institut électoral d'Afrique du Sud, et membre du conseil d'administration de Women'sNet (<http://www.womensnet.org.za>), site pour les femmes. Cet article est tiré d'une étude qu'elle a rédigée pour l'atelier de l'UNRISD, Justice, développement et droits pour les femmes: comment donner un fondement à leurs droits dans un environnement défavorable (voir l'article de la page 16).



**Lima megaciudad:  
Democracia, desarrollo  
y descentralización  
en sectores populares**

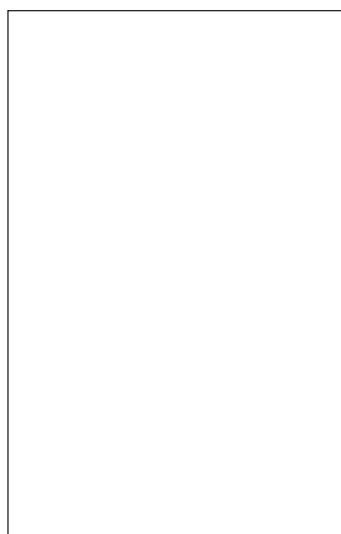
*Jaime Joseph*

**Table des matières:** Introduction • Lima: Grande ville, gros problème • Gouverner la ville: Modalités, blocages et défis • Pauvreté, ajustement structurel et réaction de la base • Les organisations de base urbaines en période de néolibéralisme, de crise politique et de terrorisme • Considérations finales • **Résumés des études de cas:** De nouveaux défis pour les femmes et leurs efforts visibles pour améliorer l'habitat urbain: Le cas du cône nord—*J. Huamán, G. Cubas et P. Mora* • La Fédération des organisations communautaires locales (de la zone) et ses liens avec les autorités locales du cône est—*J. Calderón* • L'établissement de réseaux commerciaux et d'une infrastructure de base: L'expérience du Front unifié des détaillants de Villa El Salvador, cône sud—*E. Ballón* • Les organisations de la base dans le centre historique de Lima: Formes d'organisation et de participation à la gestion urbaine—*F. Arnillas*

**Jaime Joseph** est coordinateur de l'Escuela de Líderes del Cono Norte-Lima, centre de formation novateur d'Alternativa pour responsables de collectivités. Il a coordonné les recherches menées à Lima pour le projet de l'UNRISD et des Volontaires des Nations Unies (VNU), *Action bénévole et démocratie locale: Partenariat pour un meilleur avenir en ville*.

**Lima megaciudad** est copublié avec Alternativa et les VNU. Broché, 252 pages, 1999, s'adresser à Alternativa pour en connaître le prix.

**Les commandes sont à adresser à:** Alternativa, Jr. Emeterio Pérez 348, Urbanización Ingeniería, San Martín de Porres, Lima 31, Pérou; tél. (51 1) 4815801; fax (51 1) 4816826; courrier électronique: [postmaster@alter.org.pe](mailto:postmaster@alter.org.pe); Web: <http://www.alter.org.pe>



**Derechos@Glob.Net:  
Globalización y  
derechos humanos**

*publié sous la direction de Cynthia  
Hewitt de Alcántara et d'Alberto Minujín*

**Table des matières:** Introduction—*Cynthia Hewitt de Alcántara et Alberto Minujín* • Mondialisation et politique des droits—*Yash Ghai* • La mondialisation: Fait et fiction—*Aldo Ferrer* • Développement et mondialisation: Les défis pour l'Amérique latine—*Alberto Minujín et Osvaldo Sunkel* • La réévaluation de l'aide extérieure: Conséquences à en tirer pour une citoyenneté sociale dans une économie mondiale—*E.F.K. FitzGerald* • L'avenir de la citoyenneté à l'ère post-westphalienne—*Björn Hettne* • Le déclin de la citoyenneté à l'heure de la mondialisation—*Richard Falk* • L'intégration mondiale sans équité: Notes inspirées par l'expérience latino-américaine—*Rolando Cordera Campos* • Les enfants et leurs droits: Facteur de changement—*Marta Mauras, Alberto Minujín et Raquel Perczek* • La mondialisation, les enfants et autres minorités—*Karl Eric Knutsson et Pauline O'Dea*

**Cynthia Hewitt de Alcántara** est directrice adjointe de l'UNRISD. Alberto Minujín est le principal spécialiste de l'analyse des politiques à la Division des politiques, de la planification et de l'évaluation de l'UNICEF.

**Derechos@Glob.Net** est copublié avec l'UNICEF et l'Editorial Santillana. Broché, ISBN (UNICEF) 92-806-3479-8, ISBN 958-24-0383-7, 374 pages, 1999, 39.000 pesos colombiens.

**Les commandes sont à adresser à:** Editorial Santillana, Calle 80 No. 10-23, Santafé de Bogotá, Colombie; tél. (571) 6357255; courrier électronique: [SANTCIAL@latino.net.co](mailto:SANTCIAL@latino.net.co)



**Social Development  
and Public Policy:  
A Study of Some  
Successful Experiences**

*publié sous la direction de Dharam Ghai*

**Table des matières:** Développement social et politique publique: Leçons de quelques expériences heureuses—*Dharam Ghai* • Le développement humain dans un Etat de l'Inde: Ce qui a été réalisé au Kerala—*J.K. Ramachandran* • Le développement social et les changements apportés par la Chine à sa stratégie de développement—*Carl Riskin* • Acquis et problèmes sociaux au Sri Lanka—*Godfrey Gunatilleke* • Développement social, capacité de l'Etat et réforme économique: L'expérience du Viet Nam—*Valentine M. Moghadam* • La protection des acquis sociaux à Cuba pendant la crise économique—*Solon Barraclough* • Lancer et soutenir le développement social avec peu de moyens: L'expérience du Costa Rica—*Carmelo Mesa-Lago* • Politiques sociales entre ciblage et universalisme: L'expérience chilienne—*Jaime Ruiz-Tagle*

**Dharam Ghai** a été directeur de l'UNRISD de 1987 to 1997. Il est aujourd'hui conseiller auprès de l'Institut international d'études sociales de l'Organisation internationale du travail.

**Social Development and Public Policy** est copublié avec Macmillan. Broché, ISBN 0-333-77912-6, 379 pages, 2000, £25. Relié, ISBN 0-333-73411-4, 379 pages, 2000, £70.

**Les commandes sont à adresser à:** Macmillan Distribution Limited, Brunel Road, Houndmills, Basingstoke, Hampshire RG21 6XS, Royaume-Uni; tél. (44 1256) 302699; fax (44 1256) 64733; courrier électronique: [mdl@macmillan.co.uk](mailto:mdl@macmillan.co.uk)

Pour commander aux Etats-Unis, s'adresser à: St. Martin's Press Inc., Scholarly Reference Division, 175 Fifth Avenue, New York, NY, 10010.



### Renewing Social and Economic Progress in Africa: Essays in Memory of Philip Ndegwa

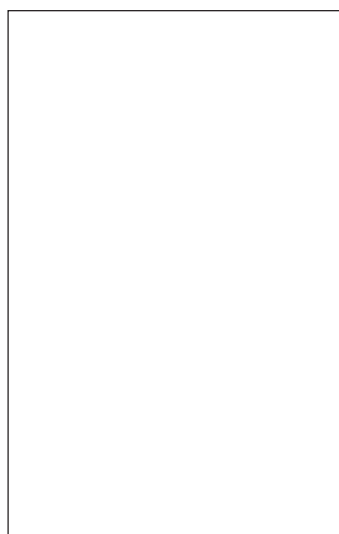
publié sous la direction de Dharam Ghai

**Table des matières:** Le développement africain, rétrospective et perspective—*Dharam Ghai* • Situation sanitaire et politique de la santé en Afrique subsaharienne: Perspective à long terme—*Giovanni Andrea Cornia et Germano Muvabu* • Urbanisation, chômage et migrations en Afrique: Théorie et pratique—*Michael P. Todaro* • Pauvreté, emploi et secteur informel: Quelques réflexions sur la mission de l'OIT au Kenya—*Hans W. Singer et Richard Jolly* • Guerres civiles en Afrique subsaharienne: Les coûts économiques et sociaux—*Frances Stewart* • La modification de l'environnement et sa dynamique sociale en Afrique—*Dharam Ghai* • Environnement et développement durable en Afrique—*Maurice Strong* • Démocratisation, équité et stabilité: Politique et sociétés africaines des années 90—*Yusuf Bangura* • L'Afrique dans un monde d'interdépendance: Un partenariat inspiré et à principes—*Dunstan Wai* • Organiser la réforme économique en Afrique—*Edgar O. Edwards assisté de Wilson Kinyua* • Les voies du régionalisme: Survie, sécurité et efficacité—*Reginald Herbold Green* • L'Afrique dans l'économie mondiale—*Gerald K. Helleiner* • Annexe: Philip Ndegwa: Portrait biographique

**Dharam Ghai** a été directeur de l'UNRISD de 1987 à 1997. Il est aujourd'hui conseiller auprès de l'Institut international d'études sociales de l'Organisation internationale du travail.

**Renewing Social and Economic Progress in Africa** est copublié avec Macmillan. Broché, ISBN 0-333-77911-8, 334 pages, 2000, £25. Relié, ISBN 0-333-73412-4, 2000, £70.

Les commandes sont à adresser à: Macmillan, voir les informations données à la page 12.



### Gendered Poverty and Well-being

publié sous la direction de Shahra Razavi

**Table des matières:** La pauvreté et le bien-être selon le sexe: Introduction—*Shahra Razavi* • Ressources, action et réalisations: Réflexions sur la façon de mesurer l'autonomisation des femmes—*Naila Kabeer* • La sensibilité des indicateurs de bien-être aux différences entre hommes et femmes—*Ruhi Saith et Barbara Harriss-White* • La pauvreté dans les pays en transition: Critique ethnographique des enquêtes réalisées auprès des ménages dans l'Asie centrale post-soviétique—*Deni Kandiyoti* • La pauvreté selon le sexe: Etude de six bilans de pauvreté établis par la Banque mondiale en Afrique—*Ann Whitehead et Matthew Lockwood* • Repenser la dimension féminine de la pauvreté et du travail—*Cecile Jackson et Richard Palmer-Jones* • Les femmes démographiquement défavorisées en Inde, 1981–1991: Avortements sélectifs et infanticides pratiqués sur les enfants de sexe féminin—*S. Sudha et S. Irudaya Rajan* • Le préjugé sexuel en Chine, en Corée du Sud et en Inde, 1920–1990: Effets de la guerre, de la famine et de la baisse de la fécondité—*Monica Das Gupta et Li Shuzhuo* • Emplois pour le marché de l'exportation, pauvreté et parité: Des chiffres contestés—*Shahra Razavi* • Comment réduire la pauvreté féminine: Chances et défis—*Gita Sen*

**Shahra Razavi** est chef de projet à l'UNRISD. Ce texte a été publié initialement comme numéro spécial de *Development and Change*, Vol. 30, No. 3.

**Gendered Poverty and Well-being** est copublié avec Blackwell. Broché, ISBN 0-631-21793-2, 291 pages, 2000, £14.99.

Les commandes sont à adresser à: Blackwell Publishers Ltd., 108 Cowley Road, Oxford OX4 1JF, Royaume-Uni; tél. (+44 1865) 791100; fax (+44 1865) 791347; Web <http://www.blackwellpublishers.co.uk>



### Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development

An UNRISD Report for Geneva 2000

**Table des matières:** Une mondialisation à masque humain • Qui paie? Le financement du développement social • Fragiles démocraties • Une nouvelle mission pour le secteur public • Les entreprises appelées à rendre des comptes • Sociétés civiles • Le droit au développement pour les femmes • Pour un développement durable

Pour de plus amples informations sur cet ouvrage, voir page 15.

#### COMMENT COMMANDER LES PUBLICATIONS DE L'UNRISD

**Pour commander des copublications:** S'adresser à l'éditeur.

**Pour commander des publications maison:** S'adresser au Centre de référence de l'UNRISD, Palais des Nations, 1211 Genève 10, Suisse. Tél: (+41 22) 9173020 Fax: (+41 22) 9170650

Courrier électronique: [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org)  
Web: <http://www.unrisd.org> (cliquer sur Publications/Catalogue des publications).

**Modalités de paiement pour les publications maison:** Par un chèque libellé en dollars EU et tiré sur une banque américaine ou par un virement bancaire en dollars EU ou d'un montant équivalent en francs suisses.

*Nous n'acceptons pas les paiements par carte de crédit.*

### \* Documents spéciaux pour Geneva 2000

- OPG 1 **Civil Society, NGOs and Social Development: Changing the Rules of the Game**, *Alan Fowler*, janvier 2000
- OPG 2 **Business Responsibility for Sustainable Development**, *Peter Utting*, janvier 2000
- OPG 3 **Public Sector Restructuring: The Institutional and Social Effects of Fiscal, Managerial and Capacity-Building Reforms**, *Yusuf Bangura*, février 2000
- OPG 4 **Women in Contemporary Democratization**, *Shahra Razavi*, février 2000
- OPG 5 **Globalization and Social Policy: The Threat to Equitable Welfare**, *Bob Deacon*, mars 2000
- OPG 6 **Promoting Sustainable Human Development in Cities of the South: A Southeast Asian Perspective**, *Adrian Atkinson*, mai 2000
- OPG 7 **The Political Economy of Pension Reform: Latin America in Comparative Perspective**, *Evelyne Huber et John D. Stephens*, mai 2000
- OPG 8 **Reproductive and Sexual Rights: Charting the Course of Transnational Women's NGOs**, *Rosalind P. Petchesky*, juin 2000
- OPG 9 **Global Economic Trends and Social Development**, *Ajit Singh*, juin 2000
- OPG 10 **Globalization and Social Development after Copenhagen: Premises, Promises and Policies**, *Thandika Mkandavire et Virginia Rodríguez*, juin 2000

### ■ Comptes rendus de conférences

- **Perspectives on Social Development Research at the Millennium**, Report of the UNRISD International Conference, Rayong, Thaïlande, 26–28 mai 1999
- **The Role of Civil Society in Policy Formulation and Service Provision**, Report of the UNRISD Geneva 2000 Seminar, New York, 31 mars 2000
- **Gender Justice, Development and Rights: Substantiating Rights in a Disabling Environment**, Report of the UNRISD Women 2000 Workshop, New York, 3 juin 2000

### \* Documents de programme

Entre décembre 1987 et avril 2000, les documents de travail de l'UNRISD ont été publiés sous la forme de Discussion Papers. Au début de l'an 2000, les Discussion Papers—ces publications vertes bien connues!—ont été remplacés par cinq nouvelles séries de “documents de programme”, qui correspondent à la réorganisation des recherches de l'Institut en cinq programmes. Une sixième est prévue pour les documents traitant des préoccupations

constantes de l'UNRISD. Ces nouvelles publications devraient faciliter la diffusion auprès de publics spécifiques et resserrer les liens avec les universitaires qui constituent le lectorat traditionnel de l'Institut. **UNRISD 2000+ A Vision for the Future of the Institute**, qui expose les nouveaux champs de recherche par rapport à la fois aux travaux passés de l'UNRISD et de l'utilité qu'ils pourraient présenter à l'avenir pour les Nations Unies et les milieux internationaux de la recherche, est paru. On peut se le procurer gratuitement en s'adressant à l'UNRISD.

### \* Documents du programme Politique sociale et développement

- PP SPD 1 **External Dependency and Internal Transformation: Argentina Confronts the Long Debt Crisis**, *Jorge Schwarzer*, mai 2000
- PP SPD 2 **Social Indicators and Welfare Monitoring**, *Gosta Esping-Andersen*, mai 2000
- PP SPD 3 **Empirical Inquiries and the Assessment of Social Progress in Western Europe: A Historical Perspective**, *Jean-Michel Collette*, juin 2000

### \* Document du programme Société civile et mouvements sociaux

- PP CSSM 1 **Trade Unions and NGOs: A Necessary Partnership for Social Development**, *Dan Gallin*, juin 2000

### \* Document du programme Démocratie, gouvernance et droits de l'homme

- PP DGHR 1 **Pay and Employment Reform in Developing and Transition Societies**, *Willy McCourt*, juillet 2000

### \* Discussion Paper

- DP 117 **Recent Changes in Social Conditions of Countries in Transition: Eastern Europe, the Baltic States and the Commonwealth of Independent States**, *Wolf Scott*, avril 2000

### \* Document spécial sur les questions de genre

- OPB 12 **Gender and the Expansion of Non-Traditional Export Crops in Uganda**, *Deborah Kasente, Matthew Lockwood, Jessica Vivian et Ann Whitehead*, mai 2000

\* \$5 par copie pour les lecteurs du Nord; \$2.50 par copie pour les lecteurs du Sud.

■ Gratuit.



## Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social

29 juin 2000, Genève

Il y a cinq ans, l'Institut rédigeait un rapport pour le Sommet mondial pour le développement social de Copenhague. Intitulé **Etat de désarroi: Les répercussions sociales de la mondialisation**, il a été, depuis, traduit en sept langues et a servi de base de discussion dans de nombreux pays du monde. Pour le cinquième anniversaire du Sommet social, l'Institut a publié une suite, **Visible Hands: Taking Responsibility for Social Development** (à paraître au printemps 2001 sous le titre **Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social**).

**L'événement:** Ce nouveau rapport a été présenté lors d'une conférence qui a coïncidé avec la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies et Geneva 2000. Jomo K.S. a donné le ton à la séance de la matinée en analysant les grandes tendances de la mondialisation, ainsi que l'évolution de l'inégalité des revenus et des politiques sociales au cours de la décennie passée, et a accordé une attention particu-

lière à la montée du capitalisme financier (voir pages 5–6). Puis il a été question de la mondialisation et de la politique sociale, ainsi que de la réglementation des grandes entreprises. A l'ouverture de la séance de l'après-midi, Rodolfo Stavenhagen a regretté qu'à l'aube du troisième millénaire on ait si peu appris du passé. Il a vivement incité la communauté internationale à faire pression pour que la personne soit placée au centre des solutions choisies et des préoccupations des Etats et a traité de manière générale des besoins, des droits et du développement social (voir pages 1–4). Ont suivi des discussions sur la démocratisation et la réforme du secteur public, ainsi que sur la "réalisation du droit au développement pour les femmes".

**Le rapport:** Le Sommet social étant encore très récent, il est peut-être irréaliste d'espérer de grands progrès dans la réalisation des objectifs fixés à Copenhague. Mais on devrait du moins s'apercevoir à certains signes que les changements de politique et les réformes institutionnelles rendent les conditions plus favorables au développement social. En huit chapitres, **Visible Hands** dresse le bilan de ce qui a été accompli sur des terrains aussi divers que la

politique macro-économique, la démocratie et l'égalité entre les sexes. Le rapport recense aussi nombre de conditions qui freinent le progrès. Le panorama qui se dégage est assez troublant: d'une part, des initiatives qui se placent davantage au niveau du discours que de la pratique et, de l'autre, des modes de croissance économique, une libéralisation et des inégalités qui continuent d'entraver le développement social plus qu'ils ne le favorisent. Néanmoins, le climat idéologique est plus propice à une remise à plat de la politique de développement qu'il ne l'a été pendant des années. L'insensibilité de l'ajustement structurel à la dimension sociale suscite une opposition politique de plus en plus forte tandis que les recherches universitaires ont fragilisé le socle théorique et empirique du modèle néolibéral dominant. Les droits de l'homme sont très présents dans les esprits.

Comme l'indique le titre, **Visible Hands** est un plaidoyer en faveur des valeurs humaines, de priorités et d'actions humaines. La main invisible du marché est incapable d'imaginer ou de construire une société où tous puissent vivre décemment. Seuls des gouvernements et des personnes soucieuses du bien public en sont capables.

### Table des matières

#### CHAPITRE 1 – Une mondialisation à masque humain

- Du développement à l'ajustement
- Le Sommet social
- Mondialisation et croissance économique
- Des tendances défavorables en matière d'emploi
- Pauvreté et inégalité
- Causes de l'échec
- Regards nouveaux sur la croissance et le développement social
- Une mondialisation à masque humain

#### CHAPITRE 2 – Qui paie? Le financement du développement social

- L'allègement de la dette pour les pays les plus pauvres
- L'allègement de la dette pour les pays à revenu intermédiaire
- Un nouveau départ pour la dette
- L'aide au développement
- Réforme fiscale
- Réforme des pensions
- La mobilisation des ressources à la base
- Bilan

#### CHAPITRE 3 – Fragiles démocraties

- Le dilemme du gouvernement
- Transitions incomplètes
- Le progrès des partis politiques
- Système présidentiel ou parlementaire?
- La démocratie, moyen ou fin?
- L'option démocratique
- La montée des technocrates
- Ethnicité et démocratisation
- Systèmes électoraux et diversité ethnique
- Le processus démocratique

#### CHAPITRE 4 – Une nouvelle mission pour le secteur public

- Les Etats contraints à la réforme
- Stabilité budgétaire
- Un rigoureux management
- Renforcement des capacités
- L'avenir de la réforme du secteur public

#### CHAPITRE 5 – Les entreprises appelées à rendre des comptes

- De l'affrontement au partenariat
- Motivation des entreprises
- Des progrès très ponctuels
- D'autres options que l'affrontement
- Tendance à l'assouplissement

#### CHAPITRE 6 – Sociétés civiles

- Société civile et prestation de services
- Précaires partenariats
- Partenariats entre OSC et autorités locales
- Société civile et sensibilisation sur la scène internationale
- Intelligence, énergie et droits

#### CHAPITRE 7 – Le droit au développement pour les femmes

- Les femmes dans la démocratisation
- Réalisation des droits des femmes
- Les droits en matière de santé génésique
- Les droits des femmes en matière d'éducation
- Les droits économiques des femmes
- Une contre-alliance pour les femmes

#### CHAPITRE 8 – Pour un développement durable

- Des villes vivables
- Une agriculture viable
- Des réserves d'eau durables
- Conservation des forêts
- Des réalités tenaces
- Continuité ou changement?

**Visible Hands**, broché, ISBN 92-9085-032-9, 173 pages, 2000, \$25. Commande à adresser à: UNRISD (voir page 13). Versions française et espagnole à paraître au printemps 2001.

## Justice, développement et droits pour les femmes: Comment donner un fondement à leurs droits dans un environnement défavorable

3 juin 2000, New York

L'UNRISD a organisé cet atelier public d'une journée à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée à l'évaluation de Beijing+5, "Les femmes en l'an 2000: Égalité entre les sexes, développement et paix pour le 21<sup>ème</sup> Siècle". L'atelier faisait partie d'un projet de recherche d'une année qui consiste à évaluer en quoi les débats contemporains sur les droits et la démocratie ont renforcé les luttes des femmes pour une plus grande justice sexuelle. Une série d'études avait été commandée et huit ont été présentées et discutées à l'atelier.

L'atelier de l'Institut a examiné trois dimensions d'un développement "fondé sur les droits": le rapport entre besoins et droits, la question de savoir si la démocratie a contribué à l'autonomie des femmes et les droits des femmes et le multiculturalisme.

### Réconcilier besoins et droits

Dans bien des pays, la proclamation officielle des droits n'a pas été suivie d'une amélioration de la qualité de la vie pour la majorité. Les années 90 ont été jalonnées de crises financières et le fossé s'est creusé entre pays et peuples riches et pauvres. Le consensus mondial sur le rôle de l'État comme dispensateur de protection sociale a volé en éclats. Les services publics ont été réduits et la prestation en a été confiée à des intérêts commerciaux, des organismes caritatifs, des ONG et aux familles.

Une étude sur le Chili, présentée à l'atelier, a analysé le transfert à la société civile de la gestion des projets de protection sociale et de développement. D'une part, ce transfert est associé à une remise à l'honneur des approches participatives, qui donnent la possibilité aux laissés-pour-compte d'intervenir dans la planification du développement et la prise de décision.

D'autre part, il risque de mettre encore plus les femmes à contribution pour dispenser des soins gratuitement ou à peu de frais dans les ONG où elles sont employées, leurs familles et leurs collectivités.

Des participant(e)s de différentes régions ont constaté avec inquiétude qu'en général l'accès aux droits politiques s'était fait aux dépens des droits sociaux. Plusieurs conférencières et participantes se sont même demandées dans quelle mesure on pouvait jouir de ses droits politiques lorsque les dispositions sociales étaient insuffisantes.

Une étude sur le peu d'éducation donnée aux filles en Inde a abouti au raisonnement suivant: si l'État reconnaît un droit de principe, il est également tenu d'adopter des politiques pour en garantir la réalisation universelle. En suivant l'évolution et en insistant pour que l'État remplisse sa mission, les organisations de la société civile sont souvent utiles mais ne peuvent pas se substituer à lui.

L'une des animatrices du débat a examiné l'affirmation selon laquelle la poursuite des droits se fait aux dépens de la satisfaction des besoins. Il peut être utile de voir dans les droits la codification de besoins, de les reformuler sous forme de règles d'éthique et de droit, ce qui implique de la part de ceux qui sont au pouvoir le devoir de fournir tous les moyens nécessaires pour que les besoins soient satisfaits. En d'autres termes, le langage des droits permet à des individus ou à des groupes sociaux de formuler officiellement des revendications pour défendre leurs besoins.

### Les femmes dans le processus contemporain de démocratisation

Les droits, de quelque nature qu'ils soient, dépendent des conditions politi-

ques et l'on pourrait dire que, sans droits politiques et civils, on n'a nullement la garantie que d'autres droits puissent se réaliser, même s'ils sont consacrés par la législation ou la constitution. Les programmes d'action fondés sur les droits achoppent principalement à l'impuissance à rendre les gouvernements comptables et responsables devant les citoyens, et ces droits et pouvoirs sont normalement associés à la démocratie.

Sur le plan de la représentation politique, les femmes ont beaucoup avancé dans les années 90, mais il faut dire que leur point de départ était extrêmement modeste. Dans de nombreux pays, les organisations féminines et les femmes membres de partis politiques n'ont pas ménagé leurs efforts pour accroître la représentation féminine, notamment grâce aux quotas. Cette insistance sur la représentation numérique ("faire entrer des femmes") pose naturellement bien d'autres questions. Ces "représentantes" sont-elles comptables devant leurs électrices? Réussissent-elles à faire évoluer la situation dans le sens d'une plus grande égalité entre les sexes?

L'exposé sur l'Iran a porté sur les mouvements féminins en période de changement de régime. Dans les sociétés contemporaines, les femmes sont actives dans de nombreux domaines de la vie politique, notamment dans des organisations de base et des institutions officielles. S'ils veulent grossir leurs rangs et gagner en dynamisme, les mouvements militant pour plus de démocratie doivent tenir compte des besoins et des préoccupations des femmes. En Afrique du Sud, elles ont réussi à accroître leur représentation en militant au sein de l'ANC, grâce à la sensibilité de la direction du parti à leurs préoccupations et au soutien d'un mouvement féminin actif. Et si certaines élues n'ont ni les

moyens ni l'envie de lutter contre les inégalités entre hommes et femmes, l'effet cumulatif de leur présence finit par se faire sentir dans les délibérations parlementaires. En revanche, la sensibilité des politiques macro-économiques aux besoins et aux intérêts des femmes ne s'est guère améliorée.

En général, les participantes ont estimé que l'accession des femmes au pouvoir politique au cours des dernières décennies avait résulté d'un contexte particulièrement favorable et que les acquis pouvaient être plus fragiles qu'il n'y paraissait.

#### **Multiculturalisme et universalisme**

Les stratégies qui reposent sur les droits soulèvent une autre question, extrêmement délicate du point de vue politique, celle de savoir si elles pourraient trouver une application universelle sans nier la spécificité culturelle. Si le langage des droits et de la citoyenneté a un large pouvoir de séduction et s'il est politiquement acceptable et efficace dans certains pays,

il suscite la méfiance dans d'autres. On entend parfois affirmer que les droits et normes universels sont une forme d'hégémonie occidentale et ne conviennent pas à d'autres cultures. Quelles traditions sont essentielles au maintien de l'intégrité et de la souveraineté des nations et des cultures? Cette interrogation soulève bien des questions épineuses. Y a-t-il un moyen de concilier ces traditions avec la recherche de l'égalité entre hommes et femmes? L'exposé sur l'Ouganda a permis de constater que les mouvements féminins avaient remis en question des pratiques culturelles dommageables pour les femmes telles que les mutilations des organes sexuels féminins. Ils ont réussi, lorsqu'ils ont pu entamer le dialogue avec les autorités communautaires en se fondant sur une certaine conception des normes et valeurs culturelles dominantes. Les faits ont prouvé que la culture était plus apte à s'adapter qu'on ne le prétendait parfois et que l'identité culturelle ne tenait pas à des pratiques mutilantes pour les femmes.

Des participant(e)s à la conférence ont déclaré que l'Occident n'avait pas le monopole des idées de droits et de justice. Qu'elles viennent de traditions autochtones ou qu'elles se soient propagées de pays en pays au fil de l'histoire, ces idées ont un large pouvoir de séduction moral et ont amené des individus et des collectivités du monde entier à demander justice. S'il doit y avoir un vrai consensus international sur les droits, en particulier sur les droits des femmes, il ne pourra résulter que d'un dialogue dans lequel les femmes feront entendre leur voix.

Ce projet de l'UNRISD a été financé par l'Agence suédoise d'aide au développement international (Sida) et par le budget général de l'UNRISD (assuré par les contributions des gouvernements du Danemark, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse).

## **Atelier du projet Infotech au Sénégal**

**31 janvier–1 février 2000, Dakar**

Un nouveau projet de l'UNRISD, intitulé **Technologies de l'information et développement social au Sénégal**, a été lancé officiellement lors d'un atelier de travail qui s'est tenu à Dakar les 31 janvier et 1 février et a réuni autour des chercheurs un petit groupe d'hommes d'affaires et de syndicalistes travaillant dans l'informatique et les télécommunications, de journalistes, de militants d'ONG et d'universitaires.

La séance d'ouverture a été consacrée à la présentation d'une étude d'Olivier Sagna sur l'état des lieux des **Technologies de l'information et développement social au Sénégal**. Elle retrace l'évolution des technologies de l'information et de la communication dans le pays depuis l'introduction du télégraphe au milieu du 19<sup>ème</sup> Siècle jusqu'à l'explosion des abonnements au téléphone des années 90 et rend compte

d'études consacrées aux technologies de l'information et au développement, réalisées par des universitaires ou des ONG ou commandées par le gouvernement et des donateurs. Elle montre aussi combien il est difficile de comprendre comment ces technologies de l'information sont utilisées par différents groupes sociaux.

Après la discussion de l'étude d'Olivier Sagna, les 11 membres de l'équipe ont présenté leurs propositions de recherche, que l'on peut regrouper en six grands thèmes.

#### **Technologies de l'information, croissance et développement**

Deux économistes sénégalais examinent actuellement les conséquences des nouvelles technologies de l'information pour la croissance et les modes de développement économique. Ils commencent par une étude empirique de la façon dont ces

technologies sont introduites dans divers secteurs d'une économie fragilisée par une longue crise économique et divers programmes d'ajustement structurel. Ils étudient les changements que l'entrée des technologies de l'information dans les industries et les services entraîne inévitablement dans les rapports sociaux et économiques, ainsi que les tentatives faites pour dynamiser l'économie locale en exploitant de nouveaux créneaux d'un marché international en pleine expansion, celui des services offerts sur l'Internet. Ils s'intéressent aussi aux principales difficultés que rencontrent des pays comme le Sénégal lorsqu'ils décident d'être présents dans la "nouvelle division internationale du travail" et d'en tirer parti.

#### **Utilisation des technologies de l'information par le secteur privé**

Deux autres projets de recherche portent

spécifiquement sur l'entrée des technologies de l'information dans les entreprises du secteur privé organisé du Sénégal. L'un se concentre sur les perspectives qu'ouvre l'Internet aux petites et moyennes entreprises à Dakar, sur les menaces qu'il représente pour elles et sur la manière dont une centaine d'entre elles tentent de s'adapter à leur époque (notamment en utilisant des sites Internet et le courrier électronique, en mettant au point de nouvelles stratégies de commercialisation, en changeant leur politique du personnel et en adoptant de nouvelles formes de travail). C'est à des questions analogues que tente de répondre une étude complémentaire portant sur un échantillon de 50 moyennes et grandes entreprises industrielles (pêche, production alimentaire, textile et pièces de machines, notamment). Elle note les changements survenus dans la gestion et les relations avec les fournisseurs et la clientèle, les nouveaux contacts internationaux et les avantages ou inconvénients que présente, du point de vue des entreprises, l'adaptation au nouvel environnement.

#### **Les technologies de l'information et les Sénégalais émigrés**

En quoi les nouvelles technologies de l'information facilitent-elles des "relations à distance", sociales et financières, entre les Sénégalais émigrés et leur pays d'origine? C'est le sujet d'une autre étude. La croissance rapide et la diversification des services téléphoniques et les options offertes par l'Internet sont en train de modifier la manière dont les émigrés peuvent intervenir dans les décisions quotidiennes relatives aux affaires de famille et de gérer les entreprises tributaires de leurs investissements. Elles stimulent aussi la création d'entreprises dans les pays d'immigration car les Sénégalais qui résident à l'étranger répondent à la demande de leurs compatriotes qui veulent des services de virement, des communications internationales bon marché et de nouvelles formes de troc international.

#### **Les fraternités mourides et les technologies de l'information**

Une autre équipe étudie comment les technologies de l'information sont utili-

sées pour renforcer les intérêts religieux et économiques des fraternités mourides à Touba, la deuxième plus grande ville du Sénégal, dont la croissance rapide repose avant tout sur le rôle qu'elle joue dans le rituel religieux de la société wolof traditionnelle. Les intérêts temporels et spirituels des fraternités sont servis non seulement par un important secteur commercial informel mais aussi par l'établissement de nouveaux liens religieux avec d'autres personnes dans le monde entier. Les chercheurs étudieront en quoi ces occasions nouvelles modifient les identités et les rapports sociaux (entre hommes et femmes, entre les chefs spirituels et leurs fidèles) dans un environnement naguère traditionnel.

#### **Les technologies de l'information et les médias**

Les technologies de l'information et les médias au Sénégal font l'objet de deux autres projets de recherche. L'un s'intéresse au rôle des systèmes informatisés dans la modernisation du journalisme. L'avenir du journalisme africain dépend de sa capacité à exploiter les nouvelles technologies de l'information. Pourtant, pour bien servir son public, il ne doit pas trop dépendre de nouvelles internationales pré-digérées. Les nouvelles technologies doivent être utilisées de manière à répondre aux besoins locaux. Comment les journalistes sénégalais relèvent-ils ce défi? Comment accèdent-ils aux nouvelles technologies de l'information et comment les utilisent-ils? Le deuxième projet porte sur le développement de la radio qui, surtout depuis la création de stations FM en 1990, est devenue pour la majorité des Sénégalais, qui ne sont ni alphabétisés ni francophones, une source d'information vitale dans les langues locales. Les rapports entre préoccupations locales et préoccupations mondiales deviennent d'autant plus complexes à la radio que la radio et la télévision par satellite donnent accès maintenant à de nouvelles émissions d'information et de divertissement.

#### **Participation populaire et démocratie** Il y a ensuite deux études consacrées aux

questions de participation populaire et de démocratie. L'une met en évidence les changements survenus dans la manière dont les milieux des ONG au Sénégal se servent des technologies de l'information et de la communication. L'autre analyse la politique officielle en matière d'information et de liberté d'expression et son évolution, notamment la perte progressive par l'Etat de son contrôle sur les médias et la tentative faite récemment pour améliorer la communication avec les citoyens en créant des bureaux dans les différents voisinages où chacun peut avoir accès aux archives publiques et obtenir les informations qu'il désire. Le rôle joué par les technologies de l'information lors des récentes élections présidentielles, qui ont amené le parti dominant à céder le pouvoir à l'opposition pour la première fois depuis l'indépendance, sera également étudié.

#### **Les technologies de l'information dans l'éducation**

La dernière étude porte sur l'usage qui est fait des technologies de l'information (et en particulier de l'Internet) dans l'enseignement secondaire et supérieur au Sénégal.

Le premier jet des rapports est attendu pour l'automne 2000 et la version définitive pour la fin de l'année. Pendant le premier trimestre 2001, le coordinateur du projet, Momar-Coumba Diop, écrira un livre qui fera la synthèse de toute la documentation recueillie par le projet. L'étude d'Olivier Sagna est dès à présent accessible sur le site Internet de l'UNRISD en français et en anglais. L'Institut le publiera en français en automne 2000 sous la forme d'un document du programme Technologie et société. Il est prévu de le diffuser largement au Sénégal, au travers de divers programmes universitaires, d'écoles techniques et d'ONG.

Le projet de l'UNRISD **Technologies de l'information et développement social au Sénégal**, y compris l'atelier de Dakar, est financé par le Ministère néerlandais de la Coopération au développement.

## Le rôle de la société civile dans l'élaboration des politiques et la prestation de services

31 mars 2000, New York

Le Sommet mondial pour le développement social s'est fié dans une large mesure à la société civile pour construire un monde meilleur. Dans le cadre des préparatifs de Geneva 2000, conférence consacrée à l'évaluation, cinq ans après, de la mise en oeuvre des engagements du Sommet social, l'UNRISD a organisé un séminaire sur Le rôle de la société civile dans l'élaboration des politiques et la prestation de services. Le séminaire a permis à l'Institut de communiquer aux délégués, aux ONG et aux institutions présentes à la deuxième session du Comité préparatoire les principales conclusions de ses recherches en cours sur la société civile et les mouvements sociaux aux niveaux local, national et international.

La première séance a été l'occasion d'un débat sur l'évolution du rôle des organisations de la société civile (OSC) dans la prestation des services sociaux. On dit souvent que les OSC présentent, comme prestataires de services, l'avantage de mieux parvenir à toucher les plus pauvres, de fournir des services de haute qualité, d'être plus performantes et plus rentables que les prestataires publics et plus novatrices dans leurs approches. Or, les participants ont eu de la peine à le confirmer. Les orateurs ont également fait observer que ce sont les femmes qui supportent en grande partie les conséquences de la décision de l'Etat de se décharger sur les OSC de la responsabilité de la prestation de services.

La deuxième séance a commencé par un exposé qui a mis en évidence l'importance de la collaboration syndicats-ONG: les syndicats aujourd'hui ne peuvent pas faire adopter leurs idées sans les ONG qui, de leur côté, ont aussi besoin d'eux. Certains des défis les plus importants que doivent rele-

ver les travailleurs organisés du Bangladesh dans leurs efforts de développement social ont été soulignés, les travailleurs se heurtant notamment à de sévères réglementations régissant leur organisation et à la division du mouvement syndical, lui-même en factions. Même les ONG n'encouragent pas leurs employés à se syndicaliser et sont souvent peu attentives aux droits des travailleurs.

A la troisième séance, la discussion a porté sur quatre facteurs qui ont une incidence décisive sur le rôle que jouent les OSC dans l'élaboration et l'exécution de la politique aux niveaux national et local. Ce sont l'existence, le savoir, l'accès et l'influence. Leur existence dépend de la législation et des conditions politiques et financières, facteurs qui, tous, peuvent gêner la création et le bon fonctionnement des OSC. Deux types de savoir sont cruciaux: il faut savoir ce qui se passe et ce dont on a besoin sur le terrain et savoir comment s'élabore une politique. Le troisième élément, c'est l'accès aux personnalités les plus influentes—souvent le ministre de l'économie—et au public, par les médias. Pour qu'une OSC ait quelque poids, il faut que les dirigeants, comme le public, soient persuadés de la valeur de ses stratégies et de ses objectifs. Le quatrième élément est l'influence, la capacité de changer tant soit peu les choses, par la persuasion intellectuelle, la force politique et la puissance financière.

La dernière séance a été consacrée à la réforme des institutions internationales. Elle a commencé par une description des efforts déployés par la Banque interaméricaine de développement pour être plus accessible aux OSC. On a fait valoir que les OSC, de leur côté, devaient apprendre à travailler avec des

établissements financiers, conclure des alliances solides et utiles avec des OSC internationales et faire pression sur leurs gouvernements respectifs. Pour résumer, les participants sont tombés d'accord pour estimer que, tant que les OSC resteraient à l'écart des grandes décisions sur le commerce, les investissements, les finances et la direction de l'économie mondiale, les conditions ne seraient pas propices au développement social et que le principal défi lancé à la société civile mondiale était de concevoir un cadre qui obligerait les institutions économiques multilatérales à rendre des comptes.

L'UNRISD a distribué l'avant-projet du compte rendu du séminaire à la deuxième session du Comité préparatoire. La version définitive fait l'objet d'un numéro des **UNRISD Conference News** (voir page 14), que l'on peut se procurer (en anglais) et qui est accessible sur le site <http://www.unrisd.org>

Ce séminaire était la deuxième contribution du programme de recherche de l'UNRISD "Société civile et mouvements sociaux" aux préparatifs de Geneva 2000. En automne 1999, l'Institut a effectué, à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies, une étude sur **Les organisations de la société civile et l'intégration sociale**. On peut se la procurer au siège des Nations Unies à New York où elle a été diffusée comme document de l'Assemblée générale sous la cote A/AC.253/16/Add.6 (10 février 2000). Elle est aussi disponible sur le site <http://www.un.org>

Ce séminaire a été financé par le  
Département des affaires économiques et  
sociales des Nations Unies (UN-DESA).

## Atelier de travail sur le VIH/SIDA et le développement

30 mai 2000, Genève

Des millions de personnes de par le monde voient leur vie et leurs moyens d'existence ruinés par la pandémie du SIDA. On estime que, chaque jour, 15.000 personnes sont infectées et que le rythme ne peut que s'accélérer. C'est dans les pays et régions pauvres, où les inégalités entre hommes et femmes sont omniprésentes et les services publics faibles que la situation est la plus grave. En fait, la propagation du VIH/SIDA en ce début du 21<sup>ème</sup> Siècle est un signe de maldéveloppement, l'indice d'une inaptitude à instaurer l'équité et à apporter la prospérité à de vastes régions du monde.

En collaboration avec le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA), l'Institut rédige actuellement un document sur le VIH/SIDA et le développement qui devrait servir de base à de nouvelles recherches comparatives sur la question. Ce document, qui n'aborde pas le sujet sous l'angle épidémiologique ni sous celui de la santé pu-

blique, rattache la propagation du VIH/SIDA à de multiples facteurs qui ont appauvri et déraciné des multitudes de gens dont le nombre ne cesse d'augmenter. Cette recherche sociologique porte sur des situations locales concrètes et signale les facteurs qui encouragent divers groupes à adopter un comportement à haut risque. Elle examine aussi les tendances qui se dessinent dans la fourniture des services sociaux et éclaire d'un jour nouveau la manière dont la population locale perçoit les programmes en rapport avec le SIDA. Les résultats de la recherche devraient aider les autorités et institutions locales à affronter certains changements sociaux et économiques complexes liés à la catastrophe du SIDA.

Aux niveaux national et international, il est important d'analyser la politique publique adoptée face au SIDA et de comparer l'action menée par différents gouvernements et institutions. Les spécialistes des sciences sociales devraient être

en mesure de replacer ces efforts dans un vaste contexte politique et d'expliquer pourquoi certaines approches sont préférées à d'autres. Quels sont les différents intérêts en jeu? Quelles sont les composantes politiques des programmes efficaces de lutte contre le VIH/SIDA? Et pourquoi la communauté internationale a-t-elle été relativement impuissante devant l'un des problèmes les plus graves des 20 dernières années? A moins de comprendre et de chercher à surmonter certains des problèmes structurels de fond que posent les programmes nationaux et internationaux en place, il est peu probable que les crédits importants affectés à la lutte contre l'épidémie aient les effets souhaités.

Ce sont des questions telles que celles-ci qui ont été débattues au petit atelier informel qu'a financé l'ONUSIDA à Genève. Le document final que l'UNRISD publiera en automne 2000 en dira plus sur les discussions auxquelles il a donné lieu.

### Des progrès aux 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> Siècles

*suite de la page 4*

l'accent mis actuellement sur les élections démocratiques peut renforcer à la fois certains régimes politiques et la compétition entre partis politiques mais ne garantit ni la satisfaction par l'Etat des besoins de la collectivité, ni la participation de la société civile à la prise des décisions, ni la comptabilité sociale et politique des classes dirigeantes dans les pays en développement et les sociétés en transition. Par "Etat", je n'entends pas uniquement le gouvernement central mais plutôt les institutions qui, à tous les niveaux, gèrent les affaires publiques et qui sont tantôt intégrées aux institutions nationales, tantôt n'entretiennent avec elles que des liens assez lâches.

S'agissant du développement, le retrait de l'Etat ne peut pas servir des objectifs sociaux valables; l'Etat dans toutes ses ramifications doit redevenir une institution responsable et comptable devant la société, qui gère les affaires publiques en ayant une vision claire de ce que la sphère publique doit faire pour que les êtres humains voient leurs besoins satisfaits et leurs droits respectés. Il ne peut le faire, je le répète, qu'en liaison étroite avec les multiples et diverses organisations et institutions de la société civile. Et où se situe le marché dans tout cela? C'est un mécanisme nécessaire à l'attribution de certains types de biens de consommation et de services et il stimule les changements dans la productivité, mais il n'est certainement pas le juge et dispensateur de biens collectifs appréciés par la société. Pour cela, il faut retourner à la

politique: recherche du consensus, participation de la collectivité, transparence dans la prise de décision et engagements démocratiques inspirés par les valeurs de liberté, de justice et d'éthique.

Rodolfo Stavenhagen est professeur-chercheur au Colegio de México. Cet article est extrait du discours liminaire qu'il a prononcé à la Conférence de l'UNRISD, Mains visibles: Assumer la responsabilité du développement social (29 juin 2000, Genève). Le discours intégral sera publié en automne 2000 dans la série des documents de programme de l'Institut.

#### Références

- Norberto Bobbio, *The Age of Rights*, Polity Press, Cambridge, 1996.
- Johan Galtung, *Human Rights in Another Key*, Polity Press, Cambridge, 1994.
- Yehudi Menuhin est cité dans Eric Hobsbawm, *The Age of Extremes: A History of the World, 1914-1991*, Vintage Books, New York, 1994.



## Quels choix la mondialisation économique laisse-t-elle aux démocraties?

27–28 avril 2000, Genève

Dans le cadre de son projet, **Politiques de technocrates et démocratisation**, l'Institut a organisé une conférence internationale pour attirer l'attention sur les contraintes imposées aux nouvelles démocraties par leur intégration croissante dans le marché mondial. La discussion s'est articulée autour de quatre tables rondes: autorités indépendantes et responsabilité; démocratisation et politique sociale; société civile et gouvernement de technocrates; élaboration de la politique économique et contrôle parlementaire. Deux discours principaux ont été prononcés, l'un sur la mondialisation, l'élaboration de la politique économique et la démocratisation et l'autre, sur les moyens de renforcer les institutions démocratiques à l'heure de la mondialisation.

Dans son discours liminaire, Sylvia Maxfield a examiné l'influence complexe qu'exercent différents types d'investisseurs internationaux sur les choix politiques des gouvernements et le renforcement des institutions démocratiques dans les pays dont le marché s'est ouvert depuis peu. Les échéances et préférences des investisseurs étrangers directs et des actionnaires peuvent être, selon elle, différentes de celles des banques commerciales et des obligataires qui veulent des taux d'intérêt élevés, une politique de prudence budgétaire et l'indépendance des banques centrales. Les investisseurs internationaux peuvent restreindre la liberté d'action des institutions démocratiques lorsque les entrées et sorties de capitaux sont imprévisibles, que les investisseurs forcent les décideurs des économies en développement à élever les taux d'intérêt pour suivre la tendance des économies avancées et que les pays en développement ne peuvent pas adopter de politiques propres à enrayer l'engrenage en période de choc, de peur de provoquer la fuite des capitaux. Les investisseurs dont les choix favorisent

l'instabilité des capitaux sont plus facilement des obligataires que des investisseurs étrangers directs ou des actionnaires. Selon Sylvia Maxfield, une modification de la structure du capital peut donc aider à renforcer les institutions démocratiques, et ce de plusieurs manières. Premièrement, la tendance à la libéralisation des marchés d'obligations et d'actions peut saper les structures oligopolistiques et rendre le crédit accessible à un éventail plus large d'investisseurs, l'évolution récente des technologies de l'Internet pouvant entraîner une "démocratisation des marchés des capitaux". Deuxièmement, pour combler le manque d'informations, les investisseurs peuvent être amenés à réclamer la transparence des politiques publiques, des rapports financiers fiables et de solides institutions de réglementation. Ces revendications risquent d'avoir des répercussions sur des institutions politiques telles que les fonctions électives, la justice et le législatif.

La première table ronde a débattu de la tendance à mettre en place des institutions indépendantes pour limiter le pouvoir discrétionnaire des gouvernements dans des secteurs politiques clés. Parmi ces institutions figurent les banques centrales, les autorités fiscales et les agents d'exécution. Trois cas ont été envisagés. Le premier est l'expérience de la Banque centrale européenne (BCE) à laquelle les gouvernements nationaux laissent une énorme autonomie. Bien que la BCE se soit astreinte à la transparence, elle continue à souffrir d'un "déficit démocratique". On peut le combler en grande partie sans modifier le traité portant création de la BCE: en persuadant les cadres de la banque de ne pas limiter leurs objectifs en politique économique à la stabilité des prix et en revoyant les relations de l'institution avec le public et les représentants élus.

Le deuxième cas est celui du Japon qui, pour soutenir les politiques qui ont contribué à faire de lui un géant économique, isole les administrations responsables du commerce et de l'industrie. Au fil des années, les pratiques démocratiques s'étant renforcées, l'influence de la classe politique japonaise en matière de politique économique s'est accrue, mais sans entamer vraiment le pouvoir des élites technocratiques. La faible spécialisation des connaissances auxquelles peuvent accéder les partis politiques et le législatif en sont la cause. La récession des années 90 a amené à faire d'importantes propositions en vue d'une réforme bureaucratique dont les résultats sont encore incertains.

Le troisième exemple est celui des pays de l'OCDE et d'autres pays tributaires de l'aide extérieure qui ont fait la part belle aux agents d'exécution et aux réformes de l'administration publique. En Tanzanie et en Ouganda, par exemple, les donateurs poursuivent des politiques de réforme contradictoires: ils soutiennent, d'une part, la dévolution du pouvoir à des fonctionnaires locaux élus et, de l'autre, une gestion centrale pour les organismes de services sociaux.

La technocratisation des politiques s'observe aussi dans le domaine social. Un des exposés a porté, lors de la seconde table ronde, sur les coûts sociaux et économiques de la réglementation par des technocrates des systèmes de soins de santé en Tanzanie. A cette expérience on a opposé le choix de l'ouverture et de la recherche de collaborations, qui semble avoir de meilleures chances d'aboutir à un système de soins de santé efficace et viable. Le débat à ce sujet s'est orienté sur la question générale des rapports entre pauvreté, réformes économiques et démocratie et sur les raisons pour lesquelles les décideurs politiques d'Afrique

n'ont pas su réduire la pauvreté de la majorité de la population, étant donné que, pour les électeurs pauvres, démocratisation et protection sociale sont étroitement liées.

La discussion a porté ensuite sur l'Amérique latine. Depuis quelques années, les politiques de la région sont plus structurées et privilégient de petites élites économiques qui sont extrêmement sensibles à la dynamique des marchés financiers internationaux. Certains gouvernements ont recouru à des programmes "résidualistes" de ciblage et à des filets de sécurité sociale pour décourager toute participation à la définition des politiques macro-économiques. Certains groupes de la société civile adoptent même un style de gestion technocratique dans leurs activités.

La troisième table ronde a débattu des groupes de la société civile qui s'efforcent d'influencer la prise de décision dans les institutions multilatérales et les instances nationales. Il est difficile de modifier le style technocratique de la prise de décision dans les institutions multilatérales à cause du cloisonnement des politiques qui y règne et parce que l'efficacité l'emporte sur d'autres valeurs, telles que la justice sociale ou la viabilité environnementale. Les efforts déployés par les syndicats d'industries pour influencer la politique économique de leur gouvernement au travers de pactes sociaux ont fait l'objet d'une intéressante comparaison entre huit pays. Le droit du travail et de l'environnement dans les relations commerciales, ainsi que l'opposition Nord-Sud et syndicats-ONG sur ces questions, ont suscité un débat animé.

La table ronde consacrée à l'élaboration des politiques et au contrôle parlementaire a fait état des expériences de sept pays dont la diversité même est intéressante: le Chili, l'Argentine, le Malawi, le Bénin, l'Inde, la République de Corée et la Hongrie. Au Chili, les

partis politiques et le législatif se sont professionnalisés et les économistes dominant. Il en est résulté un consensus sur la gestion budgétaire et une inquiétante dépolitisation. En Argentine, le désir de politiques viables semble avoir amené l'exécutif à renoncer à gouverner par décret et la tendance est à une plus grande participation du législatif à l'élaboration de la politique économique. Au Malawi et au Bénin, les institutions multilatérales de prêt ont plus de pouvoir que les marchés financiers en matière de gestion économique et décident même du recrutement d'experts pour les principales institutions économiques. Le parlement participe peu à l'élaboration de la politique économique dans ces deux pays.

---

*Il est difficile de modifier le style technocratique de la prise de décision dans les institutions multilatérales à cause du cloisonnement des politiques qui y règne et parce que l'efficacité l'emporte sur d'autres valeurs, telles que la justice sociale ou la viabilité environnementale.*

---

En Inde, si le parlement contrôle peu l'élaboration de la politique économique, la faute en est moins à la technocratisation du gouvernement qu'à des problèmes généraux de capacité. L'Inde, comme la Hongrie, est une démocratie parlementaire: toutes les lois et décisions politiques importantes doivent être débattues au parlement. De plus, l'administration indienne se méfie des experts recrutés hors de ses rangs. En Hongrie, le principal objectif des partis est de satisfaire aux conditions d'adhésion fixées par l'Union européenne, bien que le coût social de

l'intégration ait suscité quelque réaction. La Corée, comme le Japon, doit son développement économique à un régime technocratique fort qui met les principales institutions publiques de l'industrie et du commerce à l'abri de la classe politique et des groupes d'intérêt. Le régime bureaucratique de la Corée a essuyé un revers après la démocratisation des années 80: les groupes d'intérêt et le parlement ayant davantage leur mot à dire dans l'élaboration de la politique, la gestion économique est devenue plus complexe. Cependant, la crise financière de 1997 a entraîné une recentralisation de l'élaboration des politiques due à la création de puissantes institutions qui échappent en grande partie au contrôle parlementaire.

La conférence s'est close sur le discours de Richard Joseph qui a incité son auditoire à dépasser les limites imposées par le néolibéralisme en matière d'élaboration des politiques et de démocratisation. Les institutions démocratiques, a-t-il déclaré, devraient se construire sur un solide programme de développement social qui prenne au sérieux la lutte contre la pauvreté. Richard Joseph a aussi plaidé en faveur de gouvernements citoyens, de la garantie des droits civils et de la participation la plus large possible à la discussion des politiques publiques.

Un rapport complet de la conférence paraîtra sous peu dans un numéro des UNRISD Conference News, qui sera également accessible en ligne sur le site UNRISD ON-LINE (<http://www.unrisd.org>). La conférence a été financée par le budget central de l'Institut (assuré par les contributions des gouvernements du Danemark, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse).

## Les villes du Sud: Vivables pour qui?

Atelier international N-AERUS 2000

3–6 mai 2000, Genève

Sous les auspices de l'UNRISD et l'IREC/EPFL\* s'est récemment tenu l'Atelier international N-AERUS\*\* 2000 sur le thème "les Villes du Sud: Vivables pour qui?". Des chercheurs, des urbanistes et des architectes, des fonctionnaires nationaux et internationaux et des militants d'ONG se sont attachés à approfondir deux questions:

- Quels devraient être les objectifs d'un développement urbain durable et comment faudrait-il l'aborder?
- En quoi les milieux de la recherche peuvent-ils aider les donateurs à comprendre les besoins et à trouver des moyens efficaces d'y répondre?

Malgré leurs perspectives et leurs origines différentes, les participants sont convenus que le modèle de développement néolibéral dominant n'était pas propice à un développement durable. La diversité sociale et culturelle et les différences de pays, de ville et de communauté ont été quelque peu oubliées dans les débats sur la nature du développement durable. En fait, il n'y a pas de consensus sur le sens à donner à ce "développement durable", de sorte que les pauvres du Sud se sont vu imposer des modèles de viabilité par leurs propres élites ou par les donateurs du Nord. Les participants à l'atelier ont estimé qu'il fallait combler ces lacunes si l'on voulait que les villes du Sud soient plus vivables pour la majorité de leurs habitants. Les participants ont été également d'accord pour penser que, dans la recherche de voies plus équilibrées et réalistes susceptibles de déboucher sur un développement urbain durable à l'échelle de la planète, il était urgent de concentrer son attention sur les modes de vie des riches, au Nord et au Sud. Enfin, comme un habitat urbain durable dépend avant tout des acteurs en présence (la collectivité, le gouvernement, les entreprises) et des institutions

et des systèmes politiques démocratiques par lesquels les acteurs locaux décident de leur propre développement, il fallait accorder plus d'attention aux dimensions politiques et sociales du développement durable qu'on ne le fait aujourd'hui, où seuls les aspects environnementaux, techniques et économiques sont pris en considération.

---

*Un habitat urbain durable  
dépend avant tout des acteurs  
en présence (la collectivité, le  
gouvernement, les entreprises)  
et des institutions et  
des systèmes politiques  
démocratiques par lesquels  
les acteurs locaux décident de  
leur propre développement.*

---

Les chercheurs du Nord et du Sud présents à l'atelier ont reconnu que, pour aborder le développement urbain durable sous un angle plus productif, il était important qu'ils imaginent, conçoivent et effectuent ensemble des recherches et mettent leurs conclusions à la disposition de ceux qui sont directement appelés à construire des villes plus démocratiques et plus humaines. En s'efforçant de parvenir à une définition commune des concepts et en établissant des cadres théoriques clairs, ils ont estimé qu'ils feraient un premier pas dans ce sens. Mais il est aussi important d'avoir, en contre-partie, des recherches qui présentent un intérêt pratique immédiat. Les chercheurs du Nord pourraient aussi s'employer particulièrement à améliorer leurs relations avec les réseaux de chercheurs du Sud,

dans le but de sensibiliser les institutions de financement du Nord aux priorités et aux capacités de recherche des chercheurs et des institutions du Sud.

L'UNRISD et le N-AERUS vont faire paraître sous peu le compte rendu de l'atelier qui sera ensuite disponible sur les sites Internet de l'IREC/EPFL (<http://www.urb.ch>) et de l'UNRISD. Une sélection des documents présentés à l'atelier paraîtra dans un numéro double de la revue de l'Oxfam **Development in Practice** en mai 2001, juste avant que ne soit dressé le bilan d'Habitat II, cinq ans après. Il est également prévu de consacrer un livre au rôle de la coopération technique internationale dans la promotion du développement durable dans les villes du tiers monde.

L'UNRISD et l'IREC/EPFL ne se sont pas contentés d'assurer la logistique et de donner aux travaux de l'atelier une orientation thématique. Ils ont aussi vivement engagé le réseau N-AERUS à accueillir des chercheurs du Sud à sa réunion de l'an 2000. Ils ont financé la participation de 15 chercheurs de pays en développement qui ont, à tous égards, joué un rôle de premier plan à l'atelier. Celui-ci a bénéficié de financements de la Fondation européenne de la science, de la Direction du développement et de la coopération (Suisse), du Ministère français des Affaires étrangères et de l'Agence de la francophonie.

\* Institut de recherche sur l'environnement construit/Ecole polytechnique fédérale de Lausanne

\*\* Network-Association européenne de recherches urbaines pour le Sud

## Néolibéralisme et réforme des institutions en Asie orientale

### 12–13 mai 2000, Bangkok

La crise financière asiatique, qui s'est déclarée en Thaïlande il y a près de trois ans, a été imputée à l'échec d'"institutions" situées à plusieurs niveaux. Aux yeux de certains, l'échec le plus retentissant a été celui du capitalisme mondial, dont les institutions réglementent insuffisamment les flux de capitaux spéculatifs à l'entrée et à la sortie des marchés fragiles du monde en développement. Le Fonds monétaire international (FMI) a été lui aussi blâmé pour la façon contestable dont il avait réagi à la crise. Il en est résulté un grand débat sur la réforme de l'architecture financière internationale, qui repose sur les institutions de Bretton Woods. On a reproché aux institutions des pays touchés par la crise d'échapper au contrôle démocratique. On a accusé ces pays d'avoir des systèmes de "capitalisme de copinage", entendant par là un manque de transparence, un risque de dérive morale et un Etat de droit insuffisant. Le démantèlement des institutions relevant de ce type de capitalisme et leur remplacement par des organismes de réglementation tels qu'on peut en trouver dans le monde anglo-américain, telle est, pour l'essentiel, la réforme exigée par les institutions financières internationales. L'Institut a organisé cette conférence, qui relève de son projet **Néolibéralisme et Réforme des institutions en Asie orientale**, pour envisager le pour et le contre des propositions de réforme.

La première séance de la conférence a porté sur *le sens et les pratiques de l'Etat de droit* en Asie orientale, au regard en particulier de ce capitalisme de copinage dont sont accusés bien des pays de la région. Le copinage est une notion relative et couvre toutes sortes d'acceptions, désignant aussi bien l'ardeur de Ferdinand Marcos et ses alliés à se servir dans les caisses de l'Etat que

les relations tissées par la politique industrielle entre l'Etat et les entreprises au Japon et en République de Corée, par exemple. Les participants à la conférence ont débattu des moyens de favoriser la transparence dans les relations entre l'Etat, les banques et les entreprises. Ils ont aussi évoqué certains liens informels qui fonctionnent bien et dont on pourrait se servir pour créer une culture juridique différente, qui amènerait le développement économique et l'autonomie. Constatant que la façon

---

*Même dans le système juridique des Etats-Unis (considéré comme le berceau du discours sur l'"Etat de droit"), celui-ci a été intentionnellement subordonné à d'autres objectifs institutionnels et à d'autres valeurs politiques. ... Ce qui est important, c'est que la loi devrait être une affaire de théorie politique et que la réforme du système juridique devrait être un processus normatif répondant à des buts sociaux généraux.*

---

de concevoir et d'appliquer la primauté du droit variait selon les traditions juridiques, ils ont relevé—et c'est là l'une des conclusions importantes de cette séance—que, même dans le système juridique des Etats-Unis (considéré comme le berceau du discours sur l'"Etat de droit"), celui-ci a

été intentionnellement subordonné à d'autres objectifs institutionnels et à d'autres valeurs politiques. Autrement dit, tout système juridique est à rapprocher de la théorie politique et des valeurs sociales. L'argument selon lequel les tribunaux, même aux Etats-Unis, n'appliquent pas toujours la loi (au sens étroit du terme) n'a qu'une importance mineure. Ce qui est important, c'est que la loi devrait être une affaire de théorie politique et que la réforme du système juridique devrait être un processus normatif répondant à des buts sociaux généraux.

Pendant la deuxième séance, les participants se sont intéressés à la *politique industrielle et à la bureaucratie économique*. L'administration chargée de guider l'économie en République de Corée, qu'on a longtemps cru détentrice de nombreux secrets de développement, apparaît maintenant comme un obstacle majeur au progrès. L'Etat de la province chinoise de Taïwan, en revanche, a parfaitement réussi à faire démarrer des entreprises dans le domaine des technologies de l'information. Ainsi, au lieu de démanteler les institutions de l'Etat chargées d'élaborer la politique industrielle, aujourd'hui décriées, ne faudrait-il pas plutôt essayer de les réinventer? En Amérique latine et en Afrique, les réformes néolibérales ont souvent abouti à l'éclatement des institutions publiques compétentes en matière de développement économique, sans que rien ne vienne les remplacer. Les participants ont estimé primordial d'examiner ce qui, dans la politique industrielle et la coordination bureaucratique, a donné de bons résultats, en vue de l'adapter et de s'en servir pour protéger les sociétés nationales à l'ère de la mondialisation économique.

*La politique sociale et la politique du travail ont été les thèmes de la troisième séance. Dans le cadre des réformes prescrites pour l'Asie orientale, on est en train de démanteler des marchés du travail jugés rigides. Cependant, là où*

---

*Au lieu de démanteler les institutions de l'Etat chargées d'élaborer la politique industrielle, aujourd'hui décriées, ne faudrait-il pas plutôt essayer de les réinventer? C'est primordial d'examiner ce qui, dans la politique industrielle et la coordination bureaucratique, a donné de bons résultats, en vue de l'adapter et de s'en servir pour protéger les sociétés nationales à l'ère de la mondialisation économique.*

---

il n'existe pas de programme de protection sociale, l'institution de l'emploi à vie est souvent le seul filet de sécurité sociale dont dispose la population. Dans ce sens, de grandes sociétés au Japon et en République de Corée, par exemple, sans parler des entreprises d'Etat chinoises, sont des agents d'utilité publique. Par leur système de l'emploi quasi permanent, elles ont assumé en matière de protection sociale bien des fonctions qui échoient à l'Etat dans les pays industrialisés d'Occident. Pourtant, au lendemain de la crise financière, le FMI a exigé des licenciements massifs en République de Corée, en Thaïlande et dans d'autres pays. Ces licenciements, conjugués à l'exigence de nouvelles lois sur la mise en liquidation

judiciaire des entreprises, ont réduit à néant les pactes sociaux qui existaient dans certaines parties de la région. Les participants à la conférence se sont alors demandé comment les marchés du travail fonctionnaient réellement dans les pays en développement d'Asie orientale, s'ils étaient aussi rigides qu'on le prétendait et ce qui pourrait remplacer le paternalisme des relations entre employeurs et employés. Les réformes néolibérales vont-elles amener l'Etat à se charger de la protection sociale pour en décharger le secteur privé? Va-t-on voir apparaître des Etats-providence keynésiens en Asie orientale? Si oui, quel pourrait être le rôle nouveau, dans cette sphère politique élargie, des travailleurs et d'autres acteurs?

Le quatrième sujet étudié pendant la conférence a été *la gestion du secteur privé*, puisque la crise financière asiatique est venue de ce secteur (contrairement aux crises qui ont secoué l'Amérique latine). On compare souvent les conglomérats de l'Asie du Nord-Est à des fiefs féodaux, tenus et contrôlés par une famille, souvent extrêmement influents mais inefficaces—du moins c'était ce qu'on disait lorsque la crise financière a frappé. Pendant cette séance, les participants se sont demandés s'il était possible ou souhaitable de prendre un modèle de gestion d'entreprises ayant une aussi longue histoire, de faire abstraction de la structure sociale qui l'entoure et d'essayer de le calquer sur le modèle anglo-américain.

Enfin, la cinquième séance a été l'occasion d'une réflexion sur *les normes culturelles, l'idéologie et d'autres mythes mobilisateurs*—tels que les “valeurs asiatiques”. Les participants se sont demandés si l'on ne pouvait pas, par une réinterprétation des normes et valeurs propres à des civilisations données, obtenir des résultats socialement souhaitables. Est-il possible de présenter les règles communautaires d'Asie orientale de manière à faire ressortir les droits sociaux? Comment créer des ins-

titutions économiques qui se servent de la culture et du système de valeurs en place au lieu de les combattre?

Le projet de l'UNRISD repose sur le postulat que les réformes des institutions en Asie orientale doivent s'appuyer sur une reconnaissance des échecs du passé et sur l'acquis d'une industrialisation réussie, qui a bien fonctionné lorsque les conditions étaient favorables. Le changement, pour être durable, doit venir de l'intérieur et les besoins, établis à partir des usages présents et passés. Il est probable que les institutions de l'Asie orientale changeront en évoluant dans le droit fil de ce qui a existé plutôt qu'en appliquant les remèdes que leur aura imposés l'Occident.

---

*Les réformes néolibérales vont-elles amener l'Etat à se charger de la protection sociale pour en décharger le secteur privé? Va-t-on voir apparaître des Etats-providence keynésiens en Asie orientale? Si oui, quel pourrait être le rôle nouveau, dans cette sphère politique élargie, des travailleurs et d'autres acteurs?*

---

Les études commandées pour ce projet, qui ont servi de base aux discussions de la conférence, seront rassemblées dans un volume qui devrait intéresser les universitaires autant que les décideurs de l'Asie orientale et les institutions financières internationales. La conférence a été financée par la Fondation Rockefeller et le budget central de l'UNRISD (lui-même assuré par les gouvernements du Danemark, de la Finlande, du Mexique, de la Norvège, des Pays-Bas, du Royaume-Uni, de la Suède et de la Suisse).



## L'UNRISD et l'Expo 2000

**Dialogue mondial 4 — La lutte contre la pauvreté: Innovations sociales et alliances nouvelles**, Exposition universelle, Hanovre, Allemagne, 25–27 juillet. Ce Dialogue mondial 4, coparrainé par l'UNRISD à l'Exposition universelle de Hanovre, a duré trois jours et a permis de traiter des sujets suivants:

- la responsabilité sociale et les relations économiques, commerciales et financières à l'heure de la mondialisation;
- les nouvelles alliances pour la paix, les droits de l'homme et un monde sans violence;
- la culture, comme richesse pour les pauvres et dimension négligée du développement durable;
- la lente prise de pouvoir et d'influence des populations pauvres;
- les meilleures pratiques: initiatives d'entreprises allant dans le sens d'une plus grande responsabilité sociale; initiatives citoyennes en faveur de la paix et d'un monde sans violence; savoir traditionnel et gestion des ressources naturelles;
- autonomisation et nouvelles formes de coopération; et
- comment infléchir en faveur des pauvres les programmes d'ajustement structurel, les politiques nationales et la gestion gouvernementale de l'économie.

Pour toute information, s'adresser à: Marc Beckmann, Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ), Büro EXPO 2000, Postfach 5180, 65726 Eschborn, Allemagne. Tél: (49 6196) 797316 Fax: (49 6196) 797369

## L'UNRISD et Development and Change

**Gendered Poverty and Well-being**, (Pauvreté et bien-être selon le sexe), publié sous la direction de Shahra Razavi, numéro spécial, Vol. 30, No. 3 de *Development and Change*, ISSN 0012-155X, juillet 1999. Les articles publiés dans ce numéro spécial (pour la table des matières, voir page 13) ont été initialement présentés lors d'un atelier organisé conjointement en Inde par l'UNRISD et le Centre for Development Studies en 1997. Pour toute information, s'adresser à: Blackwell Publishers Journals,

P.O. Box 805, 108 Cowley Road, Oxford, OX4 1FH, Royaume-Uni. Tél: (44 1865) 24408, Fax: (44 1865) 381381  
Courrier électronique: jnlinfo@blackwellpublishers.co.uk  
Web: <http://www.blackwellpublishers.co.uk>

## Autres horizons

**Geneva 2000**. La documentation de la Vingt-Quatrième Session extraordinaire de l'Assemblée générale, "Sommet mondial pour le développement social et au-delà: Le développement social pour tous à l'heure de la mondialisation", est accessible en anglais sur le site Internet du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Elle comprend les documents suivants: Ière partie: Projet de déclaration politique; IIème partie: Bilan de la mise en oeuvre du Sommet social; IIIème partie: Nouvelles actions et initiatives tendant à honorer les engagements pris au Sommet. Web: <http://www.un.org/esa/socdev/geneva2000/index.html>

**Building a World Community: Globalisation and the Common Good**, (La construction d'une communauté mondiale: Mondialisation et bien commun), publié sous la direction de Jacques Baudot, Ministère royal danois des Affaires étrangères, ISBN 87-7265-923-8, juin 2000, 272 pages. En mars 1995, le Danemark accueillait le Sommet mondial pour le développement social. La conférence adoptait la Déclaration de Copenhague sur le développement social, dans laquelle les gouvernements s'engageaient à axer leurs efforts sur l'élimination de la pauvreté, la promotion du plein emploi, de la stabilité et de la justice sociales. Pour contribuer à la réalisation de ces objectifs, le Gouvernement danois a organisé les séminaires de Copenhague pour le progrès social. Cet ouvrage présente une synthèse des travaux de ces séminaires. Les chapitres s'intitulent: Les dimensions de la démocratie mondiale; Des économies propres à répondre aux besoins et aux aspirations de l'homme; Une culture politique humaniste; Des forces sociales aux ambitions mondiales; et Des institutions pour la défense du bien commun. L'ouvrage comprend en outre des contributions de Richard Falk, Peter Marris, Saad Nagi, Deepak Nayyar, Ignacy Sachs, Nafis Sadik, Peter Townsend et Tu Weiming. Pour toute information, s'adresser au: Ministère royal danois des Affaires étrangères, Département de l'information, Asiatic Plads 2, 1448 Copenhagen K, Danemark. Tél: (45) 33920000, Fax: (45) 32540533 Courrier électronique: um@um.dk Web: <http://www.copenhagenseminars.dk>

**Development**, Vol. 43, No. 2, juin 2000, publié par la Société internationale pour le développement. Le numéro de la revue, intitulé "Commitments and Challenges: Reviewing Social Development" (Engagements et défis: Bilan du développement social), est paru à l'occasion de l'évaluation cinq ans après du Sommet mondial pour le développement social à Genève. Les articles portent sur l'emploi, la pauvreté, la parité des sexes, la sécurité alimentaire, les finances, la dette et la santé. Parmi les thèmes communs à tous les articles, citons la nécessité d'un développement centré sur la personne, d'importantes réformes institutionnelles et d'une participation plus judicieuse de tous les acteurs. Les auteurs semblent tous penser qu'il n'est plus possible de prétendre que le développement social passe par l'ajustement structurel, la croissance économique et la mondialisation et reconnaissent presque tous que le développement social est lié à la culture, à l'histoire, aux attentes politiques, à l'ethnie et au sexe des populations concernées. Pour toute information, s'adresser à: Wendy Harcourt, rédactrice, Société internationale pour le développement, 207 via Panisperna, 00184, Rome, Italie. Fax: (39 06) 4872170 Courrier électronique: WENDYH@sidint.org

**Gender in the 21st Century** (La parité des sexes au 21ème Siècle), publié sous la direction de Caroline Sweetman, série Focus on Gender de l'Oxfam, ISBN 0-85598-4297, 2000, 119 pages, £7.95/\$12.95. Cet ouvrage, qui se place dans la perspective des spécialistes du développement et de la parité des sexes, examine les problèmes que rencontrent ces spécialistes et les décideurs au 21ème Siècle. Malgré certaines réussites, les femmes continuent à vivre dans la misère dans de nombreux pays, sans avoir de quoi se nourrir convenablement, privées d'eau potable, d'instruction et de soins médicaux. A une époque où la mondialisation des entreprises, de l'industrie et des technologies de communication entraîne partout des changements profonds, les femmes sont encore économiquement, politiquement et socialement laissées pour compte à l'échelle mondiale. Qui décide des règles de cette "société sans Etat" et en quoi les hommes et les femmes qui vivent dans la pauvreté les remettent-ils en cause? Quelles autres questions se posent les personnes travaillant dans le domaine du développement et de la parité? Pour toute information, s'adresser à: Bournemouth Book Centre, P.O. Box 1496, Parkstone, Dorset BH12 3YD, Royaume-Uni. Tél: (44 1202) 712933, Fax: (44 1202) 712930 Courrier électronique: bebc@bebc.co.uk Aux Etats-Unis, s'adresser à: Stylus Publishing LLC, P.O. Box 605, Hemdon, VA, 20172-0605. Tél: (1 703) 6611581 Fax: (1 703) 6611547 Courrier électronique: styluspub@aol.com



**Development, NGOs and Civil Society** (Développement, ONG et société civile), *Development in Practice Reader* de l'Oxfam, ISBN 0-85598-442-2, 2000, 208 pages, £9.50/\$15.95. Les dépenses publiques ayant diminué dans de nombreuses régions du monde, le secteur non gouvernemental a beaucoup gagné en acceptant de jouer le rôle de prestataire de services. En même temps, les ONG en tant que représentantes de la société civile sont, pour les institutions publiques, un moyen commode de favoriser le pluralisme politique. Mais les ONG peuvent-elles à la fois favoriser la démission des gouvernements dans le domaine de la prestation de services essentiels pour tous et prétendre représenter les pauvres et les déshérités? Les ONG sont-elles des acteurs politiques légitimes en soi? Cet ouvrage nous livre une étude approfondie de ces questions. *Pour toute information, s'adresser à:* Bournemouth Book Centre; P.O. Box 1496, Parkstone, Dorset BH12 3YD, Royaume-Uni. Tél: (+44 1202) 712933, Fax: (+44 1202) 712930. Courriel électronique: bebc@bebc.co.uk. *Aux États-Unis, s'adresser à:* Stylus Publishing LLC, P.O. Box 605, Herndon, VA, 20172-0605. Tél: (1 703) 6611581, Fax: (1 703) 6611547. Courriel électronique: styluspub@aol.com

**Poverty, Social Welfare and Social Development: Challenges for the 21st Century** (Pauvreté, action sociale et développement social: Les défis du 21<sup>ème</sup> Siècle). La 29<sup>ème</sup> Conférence internationale de l'action sociale, organisée par le Conseil international de l'action sociale (ICSW), se tiendra du 23 au 27 octobre 2000 au Cap (Afrique du Sud). Cette conférence se composera de séances plénières, de symposiums et d'ateliers qui se pencheront sur des questions d'intérêt international touchant à la sécurité sociale et au développement social. Plus de 50 ateliers sont prévus. Ils auront pour thèmes: le financement du développement social; terre, environnement et pauvreté; régionalisme et développement social; femmes et pauvreté; droits économiques, sociaux et culturels; le VIH/SIDA; privatisation et action sociale; les filets de sécurité sociale; travail et bien-être; corruption et justice sociale; le développement communautaire; problèmes liés aux handicapés et soins aux personnes âgées. Pour animer un atelier ou recevoir de plus amples informations, visitez le site Internet de l'ICSW: <http://www.icsw.org>. *Pour toute information, s'adresser au Secrétariat de la Conférence.* Tél: (27 21) 7628606, Fax: (27 21) 7628600. Courriel électronique: [icsw@globalconf.co.za](mailto:icsw@globalconf.co.za)

**Market Power in Agricultural Markets: Some Issues for Developing Countries** (Le pouvoir du marché sur les marchés agricoles: Quelques enjeux pour les pays en dévelop-

pement), de Sophia Murphy, Trade-Related Agenda, Development and Equity Working Paper No. 6, Centre du Sud, novembre 1999, 29 pages. Cette étude signale certaines des omissions de l'accord sur l'agriculture de l'Uruguay Round/de l'Organisation mondiale du commerce, en particulier le rôle des sociétés multinationales. Les faits exposés amènent à s'interroger sur certains des postulats de l'accord, à commencer par le modèle théorique de la concurrence mondiale sur lequel il repose. L'auteur soulève des questions fondamentales sur l'orientation future des négociations. Elle souligne la nécessité de soumettre l'accord sur l'agriculture à un examen détaillé, en se plaçant en particulier dans la perspective du développement. Enfin, elle laisse entendre qu'il faudrait traiter de l'agriculture sous tous ses aspects, dans le cadre général des Nations Unies, parce que les rapports entre agriculture, sécurité alimentaire et développement vont bien au-delà du mandat de l'OMC et touchent à de nombreux aspects de la vie et de la société humaines. *Pour toute information, s'adresser au:* Centre du Sud, 17 Chemin du Champ-d'Anier, 1211 Genève 19, Suisse. Tél: (41 22) 7918050, Fax: (41 22) 7988531. Courriel électronique: [south@southcentre.org](mailto:south@southcentre.org). Web: <http://www.southcentre.org>. *En Tanzanie, s'adresser à:* South Centre, P.O. Box 71000, Dar es Salaam. Tél: (255 51) 113431, Fax: (255 51) 112790

**Green Politics** (La politique du vert), publié en Inde par le Centre for Science and Environment (CSE), 1999, sous la direction d'Anil Agarwal, Sunita Narain et Anju Sharma. Il s'agit là du premier rapport paru dans la nouvelle série du CSE consacrée aux négociations mondiales sur l'environnement. Il analyse d'importantes conventions et institutions relatives à l'environnement et démystifie les politiques de "sauvetage de l'environnement". L'ouvrage examine les politiques consacrées à l'environnement respectives des pays riches et des pays pauvres et montre comment la position d'un pays influence celle des autres. Il brosse un tableau complet, vu du Sud, des répercussions qu'a sur la vie des populations la façon dont est géré l'environnement mondial, et prend l'information comme point de départ d'une meilleure entente entre les gouvernements du Nord et du Sud et la société civile. *Pour toute information, s'adresser à:* CSE, 41 Tughlakabad Institutional Area, New Delhi 110 062, Inde. Tél: (91 11) 6081110, Fax: (91 11) 608587. Courriel électronique: [webadmin@cseindia.org](mailto:webadmin@cseindia.org). Web: <http://www.cseindia.org>

L'UNRISD est une institution autonome qui entreprend des recherches multi-disciplinaires sur les dimensions sociales de problèmes contemporains du développement. L'Institut est guidé dans son travail par la conviction qu'il est indispensable de bien comprendre le contexte social et politique pour définir des politiques efficaces de développement. L'Institut tente donc de donner aux gouvernements, aux organismes de développement, aux organisations de base et aux universitaires, les moyens de mieux comprendre comment les processus et les politiques de développement affectent divers groupes sociaux. Travaillant par l'intermédiaire d'un vaste réseau de centres nationaux de recherche, l'UNRISD vise à encourager une recherche originale et à renforcer la capacité de recherche des pays en développement.

L'UNRISD remercie les principaux donateurs à son budget général—le Danemark, la Finlande, le Mexique, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse—du soutien qu'ils apportent à ses activités.

UNRISD  
Palais des Nations  
1211 Genève 10, Suisse  
Courriel électronique: [info@unrisd.org](mailto:info@unrisd.org)  
Web: <http://www.unrisd.org>

Comité de rédaction:  
Jenifer Freedman et Rosemary Max  
Conseillère: Cynthia Hewitt de Alcántara  
Traduction de l'anglais: Martine Cullot  
Correction d'épreuves: Véronique Martinez  
Mise en page: Pamela Smaridge

Les opinions exprimées dans les articles signés sont celles du/des auteur(s). Leur publication ne reflète pas nécessairement le point de vue de l'UNRISD.



Imprimé sur papier recyclé.

## Résultats de la session extraordinaire consacrée au développement social

John Langmore

Les résultats de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au développement social (26–30 juin 2000, Genève) ont été très appréciables. Plus de 5000 personnes ont assisté à la conférence et les délégations des 160 pays représentés, conduites le plus souvent par des ministres, regroupaient 2000 participants. Dix-neuf chefs d'Etat ou de gouvernement sont venus à Genève à cette occasion. Tandis que les chefs de délégation, pendant les cinq jours, prenaient la parole ou assistaient au remarquable Geneva 2000 Forum, leurs collègues achevaient de négocier le texte de la Déclaration de Genève. Après un vibrant manifeste politique sur l'importance de la justice sociale et de sociétés plus équitables, plaçant les êtres humains au centre de leurs préoccupations, la Déclaration retrace l'évolution suivie depuis le Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague en 1995, et consacre quelque 160 paragraphes à des initiatives nouvelles.

La plus importante de ces initiatives est peut-être celle qui consiste à réclamer "une analyse rigoureuse des avantages, inconvénients et autres conséquences des propositions relatives à l'exploitation de sources nouvelles et novatrices, publiques et privées, pour financer le développement social et des programmes d'élimination de la pauvreté". Autrement dit, une étude (approuvée sans objection par les Etats membres des Nations Unies) doit être effectuée sur une éventuelle taxe sur les transactions monétaires—la taxe Tobin—et sur d'autres sources de revenu susceptibles de financer le développement social. La délégation canadienne, qui s'exprimait aussi au nom de la Norvège, a répété lors de la séance plénière finale que l'intention de ce paragraphe était de faire procéder à une étude de ce type.

Il est juste de signaler cette décision parmi beaucoup d'autres parce qu'elle pourrait prélude à une gestion publique plus efficace du système financier international. L'étude pourrait proposer d'autres moyens de lever les fonds nécessaires au financement de l'éducation et des services de santé, de l'infrastructure et des crédits destinés à stimuler le développement socio-économique. Ce paragraphe n'est pas le seul à insister sur l'importance de réduire l'instabilité financière et de mieux gérer les crises par l'octroi de moratoires temporaires aux débiteurs lorsque des hémorragies de capitaux menacent de se produire et par la protection des dépenses consacrées aux services sociaux en période de crise.

Pour la première fois, les participants se sont entendus sur un objectif mondial de lutte contre la pauvreté: réduire de moitié d'ici à 2015 la proportion des personnes vivant dans une misère extrême. Par là, on entend implicitement tous ceux qui vivent avec un revenu inférieur à un dollar par jour, soit 1,2 milliard d'individus selon les estimations. La décision a été prise de lancer une campagne mondiale pour orchestrer la lutte contre la pauvreté. Un forum mondial de l'emploi donnera l'année prochaine le coup d'envoi à l'élaboration par l'Organisation mondiale du travail d'une stratégie internationale de l'emploi.

Ce n'est là qu'un échantillon parmi quelque 40 initiatives originales et ambitieuses ou actions approuvées par la communauté inter-

nationale et énumérées dans la Déclaration. Citons quelques autres points d'accord: les Etats ont reconnu que l'éducation fondamentale pour tous d'ici à 2015, qui est l'objectif fixé, allait coûter 8 milliards de dollars par an; ils ont invité toutes les institutions des Nations Unies à mieux intégrer les politiques de santé dans leurs programmes; ils se sont entendus pour améliorer, par le biais d'accords commerciaux et de meilleures incitations à la recherche, l'accès des pays en développement à des produits pharmaceutiques abordables et efficaces; ils ont exprimé leur volonté de mieux défendre les droits fondamentaux des travailleurs et d'assurer la protection sociale des personnes et groupes vulnérables; ils ont recommandé de fixer des objectifs nationaux et de redoubler d'efforts pour ralentir le rythme de contamination par le VIH/SIDA. Un long débat s'est conclu par un accord sur l'importance de l'"action positive" pour réaliser l'égalité entre hommes et femmes. Pour la première fois, la responsabilité sociale des entreprises a été inscrite à l'ordre du jour international.

Il y a eu aussi des annonces concrètes. L'Irlande, par exemple, a annoncé qu'elle se préparait à augmenter son aide de manière à atteindre l'objectif de 0,7 pour cent du PNB; le Japon a annoncé l'annulation des dettes des pays à faible revenu et l'Italie, une initiative d'aide de plus de 100 millions de dollars.

Les décisions sont assez nombreuses pour qu'on puisse se réjouir du résultat. Bien sûr, ce n'est pas suffisant; les formulations, soigneusement modulées, pèchent souvent par un excès de prudence et beaucoup d'autres questions auraient dû être abordées. Mais l'on s'est entendu sur des tâches immenses et les gouvernements, les parlements, les institutions internationales, les entreprises, les syndicats, les ONG et les personnes concernées ont tous fort à faire.

La mise en oeuvre dépend principalement des gouvernements, mais aussi beaucoup du système international. La Division des politiques sociales et du développement du Département des affaires économiques et sociales a déjà commencé à écrire à d'autres sections du système des Nations Unies pour leur signaler les recommandations qui les concernent. Les préparatifs de l'étude indépendante qui sera menée sur les nouvelles sources de financement sont en cours. Il est probable qu'un groupe d'experts faisant autorité, représentatif des diverses régions, sera constitué et chargé de présenter un rapport avant la conférence des Nations Unies sur le financement du développement, prévue pour 2001. Le groupe pourra inviter des gouvernements intéressés et des organisations de la société civile à présenter leurs conclusions. Le Programme des Nations Unies pour le développement et d'autres organisations compétentes se sont mis à réfléchir à la façon de monter une campagne contre la pauvreté dans le monde à partir des initiatives en cours.

John Langmore est directeur de la Division des politiques sociales et du développement social, Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies.